

Populations et environnement:
L'éducation et la communication environnementale
dans cinq pays d'Afrique

GreenCOM
Projet d'éducation et de communication environnementale
Agence des États-Unis pour le développement international
Contrats N° PCE-5839-C-00-3068-00 et PCE-5839-Q-00-3069-00

La présente publication est le fruit d'un travail fait en collaboration par le Bureau pour l'Afrique et le Bureau pour les programmes globaux, l'appui au terrain et la recherche de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). L'Office pour le développement durable auprès du Bureau pour l'Afrique et plus spécialement le projet d'analyse de politique, de recherche et d'appui technique (Projet PARTS) et le projet d'analyse de la santé et des ressources humaines (Projet HHRAA) ont contribué à ce rapport. Au sein du Bureau global, le Centre pour l'environnement, le Centre pour le développement des capacités humaines et l'Office des femmes dans le développement ont contribué à cette publication. Les observations, conclusions, et recommandations ne reflètent pas nécessairement le point de vue officiel de l'USAID.

Mars 1996

Pour plus d'information, veuillez contacter:

GreenCOM
Academy for Educational Development
1255 23rd Street NW
Washington, DC 20037, USA

Téléphone: (202) 884-8700
Fax: (202) 884-8997
Courrier électronique: greencom@aed.org

Le projet d'éducation and de communication environnementale (GreenCOM) est financé et dirigé conjointement par le Centre pour l'environnement, le Centre pour le développement des capacités humaines et l'Office des femmes dans le développement du Bureau pour les programmes globaux, l'appui au terrain et la recherche, de l'Agence des États-Unis pour le développement international, et les missions de l'USAID dans les pays hôtes. Les services techniques sont fournis par l'Académie pour le développement d'éducation, avec en sous-traitance Chemonics International, Global Vision, North American Association for Environmental Education, The Futures Group, PRC Environmental Management, Porter/Novelli, et World Resources Institute sous les Contrats N° PCE-5839-C-00-3068-00 et N° PCE-5839-Q-00-3069-00.

Table des matières

Avant propos	iii
Remerciements	v
Résumé analytique	vii
Glossaire	xi
1. Le cadre EE&C en Afrique	1
Objet de la présente publication	1
Étendue: le cadre EE&C formel, non formel, et informel	3
Profondeur: une approche EE&C systématique	3
Impact: EE&C indicateurs potentiels	4
Résumé	5
2. Les cinq pays africains dans leur contexte	7
Préoccupations communes	7
Politiques nationales, PNAE, EE&C	8
Résumé	11
3. L'éducation environnementale dans les écoles africaines	13
Programmes d'enseignement et formation des enseignants	14
Préparation du matériel didactique	17
Programmes extérieurs au programme scolaire	18
Résumé	19
4. Les interventions EE&C dans un cadre non formel: approcher les étudiants selon leurs propres termes	21
Les programmes d'éducation continue pour les adultes et les jeunes non scolarisés	21
Les systèmes d'éducation par la vulgarisation	22
L'interprétation sur les sites	25
Résumé	27
5. Les interventions EE&C dans des cadres informels: un potentiel inexploité	29
Les campagnes de communication	30
Les médias populaires	32
Approches à la mobilisation des communautés et méthodes de participation	33
Résumé	35

6. Les interventions EE&C et les différents rôles joués par les hommes et les femmes: bonnes intentions, peu de résultats	37
Une approche tenant compte des différents rôles et perspectives des hommes et des femmes	37
Intégration des considérations de genre dans les interventions formelles, non formelles, informelles	38
Résumé	40
7. Conclusions et recommandations	41
Annexe A: Directives pour évaluer une intervention d'EE&C	A - 1
Programmes d'études à l'école	A - 2
Programme de formation avant service	A - 4
Annexe B: Références et bibliographie	B - 1

Avant propos

Les diverses communautés de l'environnement et du développement multiplient leurs efforts pour mettre les ressources en commun, éviter les doubles emplois et resserrer la collaboration. Cette collaboration est dictée tant par les nécessités financières que par le besoin d'avoir un programme efficace. Le présent rapport: *Populations et environnement: l'éducation et la communication environnementale dans cinq pays d'Afrique*, est le fruit d'une telle collaboration au sein de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID).

Le rapport examine la manière dont les méthodes modernes d'éducation et de communication environnementale peuvent aider l'USAID et les pays hôtes à atteindre leurs objectifs en matière d'environnement. Il examine plus spécifiquement les efforts et le potentiel EE&C en Gambie, en Guinée, à Madagascar, en Namibie et en Ouganda, mais un grand nombre de ses conclusions s'appliquent aussi à d'autres pays du continent.

Deux bureaux de l'USAID ont participé à la production de ce rapport, le Bureau pour l'Afrique et le Bureau pour les programmes globaux, l'appui au terrain et la recherche. Ces deux bureaux ont déjà créé une liaison permanente par le Groupe de travail sur l'éducation environnementale en Afrique, qui réunit le personnel de l'Office du développement durable du Bureau pour l'Afrique et le Centre pour l'environnement et le Centre pour le développement des capacités humaines du Bureau des programmes globaux. Pendant près de dix-huit mois, le Groupe de travail sur l'éducation environnementale a aidé à façonner les cinq inventaires sur le terrain et à les fusionner en un document cohérent.

Populations et environnement est distribué en anglais et en français et s'adresse aux responsables politiques africains, cadres d'ONG, spécialistes EE&C et autres. Le personnel de l'agence donatrice et des ONG internationales recevront aussi des copies. Lorsque les ressources s'amenuisent et que la dégradation de l'environnement suit un rythme alarmant, tous ceux à qui l'avenir de l'Afrique tient à coeur, se doivent de joindre leurs efforts et trouver des solutions créatrices pour changer le comportement des individus et des groupes envers l'environnement. Nous espérons que le présent rapport aidera à promouvoir cette noble cause.

David Hales
Assistant Administrateur adjoint,
Bureau pour les programmes globaux,
l'appui au terrain et la recherche

Carol Peasley
Assistant Administrateur adjointe,
Bureau pour l'Afrique

Remerciements

Le présent ouvrage, *Populations et environnement: l'éducation et la communication environnementale dans cinq pays d'Afrique* présente une synthèse d'examinations rapides faites en 1994 par le projet d'éducation et de communication environnementale (GreenCOM) dans cinq pays d'Afrique, à savoir, la Gambie, la Guinée, Madagascar, la Namibie et l'Ouganda. Nous tenons à remercier tout spécialement les cadres professionnels des pays hôtes et de l'USAID dans ces cinq pays pour avoir aidé les consultants GreenCOM lors de leur visite. De plus, il convient de reconnaître toute l'énergie et le dévouement qu'ils consacrent à l'exécution des projets et programmes d'éducation et de communication environnementale (EE&C).

Les auteurs des examinations dans les cinq pays sont Irma Allen (pour la Gambie); Regis Maubrey (pour la Guinée); Richard Grieser (à Madagascar); Martha Monroe (pour la Namibie); et R. Ted Field (pour l'Ouganda).

Le personnel de GreenCOM tient à remercier ses collègues de l'USAID pour leur patience, leurs conseils et leur appui dans ce travail et en particulier Julie Owen-Rea, John Gaudet, Tim Resch, et les autres du Groupe de travail pour l'éducation environnementale en Afrique, ainsi que Anthony Meyer chargé de projet à GreenCOM et Kate Barba, directrice du projet.

Les enseignements et les thèmes contenus dans les rapports sur les cinq pays ont été recueillis lors d'un travail collectif fait par Paula Tarnapol, Mona Grieser, Susan Middlestadt, membres de l'équipe GreenCOM, Ben Tyson, ancien directeur du projet et Elayne Clift, consultante.

Parmi ceux qui nous ont aidé en révisant l'ensemble ou une partie de ce document, Nancy Diamond de l'Office des femmes dans le développement de l'USAID (USAID/WID); Richard Bossi, directeur par intérim du projet GreenCOM; José Ignacio Mata, conseiller-résident de GreenCOM au El Salvador; William Smith et Renata Seidel de la Division du développement social de l'Académie pour le développement éducationnel; Irma Allen de Chemonics International; et Chris Seubert et Richard Grieser de Global Vision. Heather Lair et Sarah Marlay, assistants de projet du projet GreenCOM ont aussi aidé à l'élaboration de cet ouvrage.

Résumé analytique

En 1994, le Projet d'éducation et de communication environnementale (GreenCOM) fit des examinations rapides sur les interventions d'éducation et de communication environnementale (EE&C) dans cinq pays africains: la Gambie, la Guinée, Madagascar, la Namibie et l'Ouganda.

Le présent ouvrage, *Populations et environnement: l'éducation et la communication environnementale dans cinq pays d'Afrique* présente une synthèse des résultats de ces examinations. Cette publication, rédigée pour ceux qui s'intéressent aux stratégies pour la promotion d'un développement durable en Afrique, s'efforce de:

- 1) synthétiser les enseignements tirés des réussites et les éléments qui manquent dans les programmes EE&C et la capacité de les exécuter;
- 2) placer les efforts actuels dans un cadre EE&C élargi pour montrer comment des interventions intégrées et rigoureuses peuvent aider à réaliser les objectifs environnementaux;
- 3) recommander des directions futures pour les interventions EE&C dans les pays visités et ailleurs en Afrique.

Des activités EE&C innovatrices et très bien accueillies sont en cours d'exécution par des personnes aussi douées que dévouées dans les cinq pays étudiés et à travers tout le continent. Ces activités vont depuis les émissions à la radio en Guinée, et les programmes scolaires en Gambie, et jusqu'aux efforts de mobilisation communautaire à Madagascar, en Namibie et en Ouganda. Cependant, les évaluations ont révélé que l'impact de ces efforts était limité par l'insuffisance des financements et un manque de compréhension sur l'étendue et la profondeur de ce que sont des interventions efficaces. Comme le décrit cet ouvrage, on a grand besoin de renforcer les capacités dans des domaines clés pour offrir aux africains à travers tout le continent des améliorations environnementales et économiques durables.

La **section 1** de cet ouvrage présente un cadre d'organisation qui s'attaque à des conceptions généralement admises mais erronées sur l'éducation et la communication environnementale. Elle suggère d'examiner l'**étendue** dans la planification et l'exécution des initiatives EE&C; c'est-à-dire des interventions qui vont au delà des écoles **formelles** pour y inclure les cadres **non formels** et **informels**. Les définitions de travail de ces trois cadres—formel, non formel et informel—sont présentées à la page 3. Cette première section recommande aussi la **profondeur**, c'est-à-dire appliquer une procédure en cinq étapes (décrite de façon plus complète à la page 4 et dans l'annexe A) qui englobe la planification, la recherche, l'exécution, le suivi et l'évaluation dans les

interventions EE&C. Pour finir, les **indicateurs** possibles pour mesurer l'impact sont présentés à la page 6.

La **section 2** examine les conditions environnementales et sociales communes aux cinq pays et la politique EE&C telle qu'elle se reflète dans leurs plans nationaux d'action environnementale. Cette brève discussion montre que les stratégies EE&C ne doivent pas s'appliquer dans le vide, mais doivent répondre aux réalités et aux objectifs nationaux.

La **section 3** fait la synthèse des activités dans les cadres formels, c'est-à-dire à l'école. Cette section conclut en affirmant que malgré l'existence de certains programmes solides, la plupart des activités formelles souffrent du fait que certains éléments tels que le pré-testage, la formation, le suivi et l'évaluation sont plus que limités. Un autre problème important est celui de la disponibilité de matériel didactique pour les maîtres et les élèves. Les activités hors programme et en classe peuvent et doivent s'étendre pour renforcer les liens entre l'école et la maison, et entre l'école et la communauté; ceci à cause du grand nombre de jeunes, et plus spécialement les filles, qui ne sont pas scolarisés ou qui abandonnent l'école prématurément. La plupart des personnes interrogées lors des évaluations considéraient l'école comme étant le cadre EE&C le plus commun en Afrique. La section 3, tout en reconnaissant l'importance des interventions EE&C formelles en Afrique, remet en question l'efficacité de la dominance du cadre scolaire pour répondre aux besoins locaux, nationaux ou régionaux.

Le grand nombre de jeunes non scolarisés et d'adultes non analphabétisés crée un besoin urgent d'interventions EE&C non formelles, comme le décrit la **section 4**. L'enseignement non formel, qui se fait pour des groupes organisés hors de l'école, se place dans le contexte des problèmes et événements de la vie réelle. La section 4 se concentre sur trois domaines non formels: les programmes d'éducation continue pour les adultes et les jeunes non scolarisés, les services de vulgarisation, et l'interprétation dans les sites. Elle donne des arguments en faveur d'une plus grande infusion de sujets environnementaux dans les programmes d'éducation continue, d'une formation plus centrée sur les aptitudes à la communication et au développement communautaire pour les agents de la vulgarisation et le renforcement des centres d'interprétation pour qu'ils répondent mieux aux besoins et aux intérêts des visiteurs les plus variés.

Les interventions EE&C dans les cadres informels ont lieu, pour la personne qui les reçoit, au cours de la vie quotidienne plutôt que dans le cadre d'un groupe organisé ou à l'école. Les interventions EE&C informelles peuvent atteindre des buts spécifiques comme le décrit la **section 5**, mais les examinateurs ont observé que les interventions informelles étaient sous-utilisées en Afrique, par suite du manque de ressources et dans certains cas par suite d'un manque d'acceptation. Les campagnes de communication sur des thèmes environnementaux examinés au cours de l'examinations visaient tous une prise de conscience générale plutôt qu'un changement de comportement déterminé. Les leçons apprises et les aptitudes acquises dans d'autres secteurs qui utilisent plus pleinement les interventions informelles pourraient être adaptées aux questions de l'environnement. La section 5 examine aussi le potentiel des médias populaires et indigènes comme interventions EE&C ayant une certaine puissance. Les acteurs et artistes africains sont

intéressés à explorer les thèmes environnementaux dans leur travail; on pourrait augmenter leur efficacité en leur donnant une formation adéquate comme cela s'est fait pour la santé. La section 5 présente aussi une discussion des méthodologies de participation telles qu'elles s'appliquent aux interventions EE&C.

Bien que les questions relatives aux différents rôles et perspectives des hommes et des femmes soient examinées tout au long de cette publication, la **section 6** présente quelques commentaires supplémentaires sur l'importance mais aussi la difficulté d'en tenir réellement compte dans les programmes EE&C. Trop souvent, des projets bien intentionnés ont des conséquences imprévues qui rendent la vie des femmes plus difficile et/ou n'améliorent en rien les conditions de l'environnement.

La dernière section du texte, la **section 7**, présente dix conclusions et recommandations pour renforcer les interventions EE&C en Afrique.

En venant examiner les activités EE&C existantes ou potentielles, les planificateurs et directeurs de programmes et les praticiens sur le terrain peuvent commencer par examiner l'ensemble des questions posées dans la première section de cette publication et appliquées à deux interventions—dans les programmes d'enseignement et dans la formation avant service des enseignants—dans l'**annexe A**. Bien que les questions soient limitées à ces deux exemples, il est clair qu'elles peuvent s'appliquer à la plupart des activités EE&C dans les cadres formels, non formels et informels. Pour finir, l'**annexe B** fait la liste des références utilisées dans la préparation de cette synthèse.

Glossaire

AED*	L'Académie pour le Développement de l'Éducation
ANGAP	Association nationale pour la gestion des aires protégées (Madagascar)
DRFN*	“Fondation pour la recherche sur le désert en Namibie”
EE	Éducation environnementale
EE&C*	Éducation et communication environnementale
EE&C formelle	Couvre les activités EE&C à l'école, et en particulier les programmes d'enseignement et le matériel supplémentaire, la formation des enseignants et les activités hors programmes organisées dans le cadre de l'école
EE&C informelle	Couvre les interventions EE&C qui visent les grands auditoires et le public en général (ou un segment du public), en dehors des groupes organisés. Cela comprend les interventions par les mass médias, les affiches, les programmes de loisirs, etc.
EE&C non formelle	Couvre les interventions visant un groupe organisé, mais hors du cadre de l'école, tels que les services de vulgarisation, les programmes sur les lieux de travail et les programmes pour adultes et jeunes non scolarisés
GreenCOM	Projet d'éducation et de communication environnementale de l'USAID
IPN	Institut pédagogique national (Guinée)
JESE*	“Effort conjoint pour sauver l'environnement” (organisation ougandaise)
LIFE*	Projet “Vivre dans un environnement limité”
NEMA*	Agence nationale pour la gestion de l'environnement (Ouganda)

ONG	Organisation non gouvernementale
PCDI	Projet de conservation et de développement intégré
PNAE	Plan national d'action environnementale
TIPE*	Formation et information pour la protection de l'environnement (projet).
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature.
UNEP*	Programme des Nations Unies pour l'environnement
USAID*	Agence des États-Unis pour le développement international
WWF*	World Wildlife Fund (Fonds pour la faune dans le monde)/ World Wide Fund for Nature (Fonds pour la nature dans le monde)

L'astérisque * indique un sigle en anglais

1. Le cadre EE&C en Afrique

- ❖ *Objet de la présente publication*
- ❖ *Étendue: le cadre EE&C formel, non formel, et informel*
- ❖ *Profondeur: une approche EE&C systématique*
- ❖ *Impact: indicateurs potentiels*
- ❖ *Résumé*

La désertification, le déboisement, la pénurie et la contamination de l'eau affectent la vie journalière des africains à travers tout le continent. Ces problèmes, et d'autres encore sont exacerbés, et souvent sans le vouloir, lorsque les gens brûlent les champs pour semer, coupent du bois pour faire cuire leur nourriture ou vont en ville pour chercher un emploi. Mais les êtres humains ont l'obligation et possèdent aussi la créativité nécessaires à stabiliser, améliorer et faire durer leur environnement. Ceux qui ont à coeur l'avenir de l'Afrique utilisent toute une gamme de stratégies d'éducation et de communication environnementales (EE&C¹) pour modifier les croyances, faire adopter des attitudes plus positives et encourager des pratiques et des actions favorables à l'environnement.

En Namibie, par exemple, un expert de la faune considère l'éducation comme étant la clé de la survie à long terme des espèces animales et de leur habitat. Les acteurs et musiciens ougandais, qui ont participé à la lutte contre le SIDA en jouant des pièces de théâtre et en donnant des concerts, mettent maintenant leurs talents au service de la protection de l'environnement dans leur pays. Le directeur

¹Pour des raisons d'uniformité nous avons gardé l'abréviation anglaise EE&C: *Environmental Education and Communication*

de l'Agence nationale pour l'environnement de la Gambie, remarquait que la participation du public à un programme de prix environnementaux constituait une étape importante sur la voie de la réalisation de l'objectif national de la conservation des ressources naturelles.

Malheureusement, malgré tous ces ardents défenseurs, l'impact global des efforts d'éducation et de communication environnementales en Afrique est limité. Dans de nombreux domaines on a grand besoin de renforcement des capacités. Des liens plus serrés sont nécessaires entre les agences gouvernementales, les organisations non gouvernementales, l'industrie et les communautés. Les activités EE&C actuelles et futures ont besoin d'un plus grand financement stratégique pour apporter des bénéfices économiques et environnementaux à tous les africains sur l'ensemble du continent.

Objet de la présente publication

En 1994, le projet GreenCOM—project d'éducation et de communication environnementale—a fait des examinations rapides dans cinq pays: la Gambie, la Guinée, Madagascar, la Namibie et l'Ouganda. L'enquête portait sur quatre domaines principaux, à savoir: 1) l'étendue et la qualité

des travaux EE&C dans chacun de ces pays; 2) la variété, la qualité et la capacité des personnes et organisations qui participent aux travaux d'EE&C, y compris les agences gouvernementales, les ONG locales et intermédiaires et les organisations donatrices; 3) la capacité des agences de communication de fournir des services (tels que l'imprimerie, le tournage de films sur vidéo-cassette et la recherche pour la formation et l'évaluation); et 4) la mesure dans laquelle la condition féminine est incluse dans la planification, l'exécution et l'évaluation des programmes actuels. Les évaluations ont aussi examiné la façon dont l'USAID fournit les services EE&C, les contraintes qui s'opposent à la réalisation de ses objectifs et la manière de renforcer tous les partenaires engagés dans les programmes EE&C.

La présente publication est une synthèse de l'évaluation des travaux EE&C dans cinq pays: la Gambie, la Guinée, Madagascar, la Namibie et l'Ouganda.

Le présent ouvrage: *Populations et environnement: l'éducation et la communication environnementale dans cinq pays d'Afrique*:

1) fait la synthèse des enseignements tirés de l'évaluation des travaux EE&C dans cinq pays d'Afrique: la Gambie, la Guinée, Madagascar, la Namibie et l'Ouganda;

2) place les efforts dans un cadre EE&C plus étendu pour montrer comment atteindre des objectifs environnementaux avec des interventions intégrées et rigoureuses;

3) recommande des orientations futures pour les efforts EE&C dans ces cinq pays et ailleurs en Afrique.

Encadré N° 1: Interventions EE&C

Cadres formels

- Programmes d'études à l'école
- Préparation de matériel didactique
- Formation des enseignants avant service
- Formation des enseignants en cours de service
- Activités hors programme

Cadres non formels

- Programmes d'éducation des adultes et des jeunes en dehors de l'école
- Systèmes et services de vulgarisation
- Programmes sur les lieux de travail
- Efforts d'interprétation sur les sites
- Programmes d'associations volontaires
- Activités religieuses, églises et autres

Cadres informels

- Campagnes de communication
- Médias populaires et indigènes
- Efforts de mobilisation de la communauté
- Médias électroniques
- Campagnes pro-environnement sur les médias

Les inventaires faits dans les pays individuels étaient aussi conçus pour devenir des instruments de planification pour les chefs de projets de l'USAID et les praticiens de l'EE&C. Par exemple, l'évaluation en Namibie a aidé les membres du "réseau environnemental namibien" à orienter leur organisation encore quelque peu novice.

L'évaluation en Gambie a directement contribué à la préparation d'une stratégie nationale d'éducation environnementale. Et à Madagascar, l'USAID accroît le rôle les activités EE&C dans tous les projets environnementaux, ce qui résulte en partie des observations faites durant l'évaluation.

Étendue: le cadre EE&C formel, non formel, et informel

De nombreux praticiens interrogés au cours du processus d'évaluation ou pour d'autres activités de GreenCOM sous-estiment le potentiel du programme EE&C. Par exemple, un directeur de programme l'a défini comme la création d'un produit isolé, comme une brochure ou un programme. D'autres ont exprimé l'opinion erronée selon laquelle les approches EE&C ne s'appliquent qu'aux écoles, ou s'occupent uniquement de thèmes de la nature totalement dissociés de la réalité économique. En fait, comme le décrit cette publication, les interventions EE&C peuvent et doivent avoir lieu à tous les niveaux de la société, viser les enfants comme les adultes, couvrir tous les sujets qui s'y rapportent et doivent suivre de toutes les voies possibles.

La présente synthèse classe les interventions EE&C actuelles et potentielles par dispositif ou système d'exécution². Comme le montre

²Une des façons utilisées par les chercheurs de l'éducation pour distinguer les différents dispositifs d'éducation est la suivante: dans l'éducation formelle, l'institution contrôle à la fois les objectifs et les moyens utilisés pour l'enseignement; dans le l'éducation non formelle, les personnes qui apprennent contrôlent les objectifs mais non les moyens; dans l'éducation informelle, les personnes qui apprennent contrôlent les moyens mais non les objectifs. (Heimlich, non daté)

l'encadré N° 1, les interventions **formelles** sont effectuées dans ou par le canal d'un système scolaire formel; elles se concentrent en général sur la prochaine génération de citoyens et utilisent des approches à long terme pour les changements de comportement. Les interventions EE&C **non formelles** touchent les populations par l'intermédiaire de systèmes organisés autres que les écoles, tels que les services de vulgarisation, les syndicats, les programmes d'alphabétisation, les associations de jeunes, de femmes, d'agriculteurs, ou encore les responsables politiques. Certains de ces dispositifs sont très structurés, d'autres ne le sont pas; certains impliquent une participation volontaire, d'autres s'adressent à un auditoire plus "captif". Les interventions EE&C **informelles** ont lieu en dehors de groupes organisés ou du cadre des écoles, dans le cours de la vie de tous les jours. Les particuliers choisissent de "se brancher" ou non, par exemple, sur un programme à la radio qui fait partie d'une campagne de communication plus étendue. Parmi les facteurs qui déterminent quel cadre et quelle intervention correspondent le mieux à une situation donnée, il y a l'auditoire visé, les ressources disponibles, la politique actuelle, et autres.

Profondeur: une approche EE&C systématique

Certes, il importe de prévoir toute une gamme d'interventions EE&C pour tous les dispositifs mais d'autres facteurs sont tout aussi essentiels. Les examinateurs ont trouvé que les directeurs de programmes limitent souvent l'évaluation d'une intervention EE&C au fait que le programme a été exécuté ou que le produit a été préparé. Ce qui manque, c'est un examen critique des qualités du programme, le processus par lequel le programme a été mis

au point, ou son impact réel sur les changements de comportement. En n'examinant pas de près tous les éléments d'une intervention, les directeurs de programmes peuvent ainsi réduire la contribution des stratégies EE&C à leurs objectifs globaux.

Encadré N°2
Les cinq étapes d'une intervention
EE&C

1. **Evaluation** de la situation actuelle par rapport aux éléments prioritaires de l'environnement et du développement et des objectifs à longue échéance
2. Processus de conception et **planification** qui engage tous les intéressés
3. **Pré-test et révision** des prototypes de programmes, messages et matériels
4. **Exécution**
5. **Suivi, révision et évaluation** des interventions par les personnes concernées.

La préparation et l'exécution des interventions EE&C est fondamentalement un processus stratégique. Les interventions décrites dans les évaluations ont été examinées selon les cinq étapes décrites dans l'encadré N°2. Quelle recherche et planification ont été faites dans la formulation de l'activité? Dans quelle mesure l'intervention s'est-elle déroulée selon le plan prévu? Dans quelle mesure le programme a-t-il été suivi pour l'ajuster et le réviser? Et pour finir, une évaluation a-t-elle été faite pour

décrire les réussites et les échecs pour que les activités futures puissent en profiter? Les trois premières étapes constituent la **planification** et la **recherche** nécessaires à préparer une intervention réussie avant l'**exécution** elle-même, laquelle sera suivie du **suivi/évaluation**. Les évaluations de la présente étude montrent que les étapes 3 et 5 manquaient souvent. L'annexe A contient une liste plus étendue de questions, qui s'appliquent à deux types d'interventions: les programmes d'enseignement basés sur les écoles et les programmes de formation avant entrée en service des enseignants.

Impact: EE&C indicateurs potentiels

Finalement, quels indicateurs les directeurs de programmes peuvent-ils utiliser pour mesurer la réussite des composantes EE&C de leurs projets? Il n'existe aucune série d'indicateurs systématiques ou universels permettant de mesurer les efforts EE&C en Afrique ou ailleurs. Mais néanmoins, appliquer à l'environnement les enseignements tirés du champ plus étendu de la communication pourrait conduire les directeurs à examiner leurs programmes à la lumière des indicateurs dont la liste se trouve dans l'encadré N°3.

Encadré N°3: Indicateurs EE&C

1. **Couverture:** comment et dans quelle mesure l'auditoire cible était-il couvert par le ou les canaux de communication utilisés?
2. **Réception:** quel pourcentage de l'auditoire a-t-il effectivement reçu les messages, selon quelle fréquence et pendant quelle période?
3. **Souvenir du message:** quel pourcentage de l'auditoire peut-il se souvenir avoir vu ou entendu le message?
4. **Souvenir du contenu:** de quel contenu "éducatif" du message l'auditoire cible se souvient-il?
5. **Changements de la part de l'auditoire:** quel pourcentage de l'auditoire a-t-il effectivement fait un changement d'attitudes, de connaissances, de comportement, de pratiques, et quel a été ce changement?
6. **Conditions environnementales:** y a-t-il eu un quelconque changement qualitatif ou quantitatif mesurable, et si oui, quel a été ce changement?

Résumé

- ❖ **Les stratégies d'éducation environnementale et de communication devant résoudre les problèmes environnementaux de l'Afrique sont très sous-utilisées.**
- ❖ **Compte tenu de l'auditoire visé, des ressources et des buts poursuivis, les directeurs de programmes doivent considérer l'étendue du programme: c'est-à-dire les interventions EE&C qui ont lieu en dehors du cadre formel, et aussi considérer les cadres non formels et informels.**
- ❖ **La profondeur est essentielle pour garantir que les programmes EE&C puissent tenir leurs promesses en matière de qualité. Une intervention EE&C doit comprendre les phases de planification et de recherche, d'exécution et de suivi et d'évaluation, et pas seulement une phase d'exécution.**

❖ *Populations et environnement*

- ❖ **Des indicateurs universels pour mesurer l'impact des interventions EE&C sont en train de voir le jour en Afrique. Quoi qu'il en soit, la couverture, le degré de réception, la réponse de l'auditoire et les changements dans les conditions de l'environnement peuvent déjà fournir des informations utiles sur la réussite du programme.**

“Les praticiens doivent se souvenir qu’il s’agit non pas d’un sujet, mais d’un processus de longue durée et qui recoupe tout un éventail de sujets et d’expériences.”

Paroles d'un éducateur gambien

2. Les cinq pays africains dans leur contexte

- ❖ *Préoccupations communes*
- ❖ *PNAE et EE&C*
- ❖ *Résumé*

Préoccupations communes

Les cinq pays étudiés représentent différentes régions et différents écosystèmes du continent. La Gambie et la Guinée sont en Afrique occidentale; l'Ouganda est en Afrique centrale et ne touche pas l'océan; Madagascar est une île au sud-est de l'Afrique; la Namibie est en Afrique australe. La Namibie est une des plus grandes nations d'Afrique alors que la Gambie est la plus petite; la Guinée est caractérisée par de nombreux bassins versants alors que la Namibie est le pays le plus aride dans toute l'Afrique sub-saharienne.

La pression humaine combinée avec les désastres naturels a exacerbé et accéléré la détresse environnementale et économique.

Malgré ces différences, et un certain nombre d'autres, ces pays ont beaucoup de traits communs. Tous ces pays sont confrontés à des problèmes environnementaux majeurs, tels que l'érosion du sol, la perte de la biodiversité et la pollution. Leurs populations luttent pour survivre dans des économies en dépression basées sur l'agriculture. Chaque pays possède des ressources naturelles attrayantes, qui leur permettraient de se tailler une part dans le marché naissant de l'écotourisme. Mais la pression humaine combinée avec les désastres

naturels (des ouragans dans le cas de Madagascar et la sécheresse en Namibie) a exacerbé et accéléré la détresse environnementale et économique.

Ces pays ont aussi des caractéristiques sociales en commun. Le taux moyen de croissance de la population est d'environ 3 pour cent par an, chiffre qui correspond au reste de l'Afrique sub-saharienne. La diversité ethnique et la pluralité des langages crée des problèmes de communication au niveau national et même régional. Chaque pays doit se mesurer avec des réformes gouvernementales qui affectent de nombreuses institutions sociales, y compris les systèmes politiques et éducatifs. Des taux d'alphabétisation faibles, en particulier auprès des femmes, compliquent l'accès aux auditoires visés et ont un impact sur l'efficacité de l'éducation environnementale. Avec plus de la moitié de la population âgée de moins de 20 ans, on a grand besoin d'étendre les programmes qui peuvent effectivement toucher les jeunes, et surtout le pourcentage élevé de jeunes qui ne fréquentent pas l'école.

Quant au contexte politique, la législation environnementale existe dans chaque pays, mais les mécanismes d'application sont faibles. Les ressources nationales qui sont à la disposition de l'éducation et de la communication environnementale sont limitées. Les leaders dans chaque pays reconnaissent que les femmes jouent un rôle

crucial dans la gestion des ressources naturelles, mais les systèmes sociaux et politiques excluent généralement les femmes de la prise des décisions.

Bien que les organismes publics, les ONG et les personnes concernées font des efforts EE&C divers et souvent innovateurs, la priorité accordée aux activités EE&C est toujours faible. Les financements et la capacité élémentaire d'exécuter les interventions EE&C sont minimes. La compréhension des méthodes et éléments EE&C varie beaucoup parmi les praticiens du développement, éducateurs et autres.

Malgré ces faiblesses, chaque pays a son cadre de personnes et de groupes dévoués et talentueux qui font l'impossible pour pouvoir faire progresser les choses. Les responsables politiques pourraient profiter de ce potentiel en accordant la priorité aux programmes EE&C avec une articulation et un suivi meilleur des politiques, en développant une vision EE&C commune, en encourageant les cadres supérieurs à porter plus d'attention aux stratégies EE&C, en leur octroyant des fonds suffisants et en renforçant les capacités de ceux qui les appliquent.

Politiques nationales, PNAE, EE&C

Les plans nationaux d'action environnementale (PNAE) fournissent le cadre politique global dans lequel l'éducation et la communication environnementales peuvent se développer. Les PNAE peuvent mobiliser la participation nationale vers la réalisation des buts environnementaux, convaincre les gens de l'urgence de la dégradation environnementale, édifier le consensus dans le pays et renforcer la capacité nationale (Falloux, Talbot et Larson,

1991). L'USAID et d'autres organisations internationales et locales peuvent combiner leurs objectifs stratégiques pour réaliser les objectifs exprimés dans le PNAE en partie ou en totalité.

Les plans nationaux d'action environnementale (PNAE) fournissent le cadre politique global dans lequel l'éducation et la communication environnementales se développeront.

Chacun des cinq pays a franchi une étape importante en élaborant sa politique nationale de l'environnement sous forme d'un Plan national d'action environnementale (celui de la Guinée est en voie de préparation). En outre, chaque gouvernement national a spécifié un rôle pour l'éducation et la communication dans le cadre de son plan. Cependant, alors que les PNAE ont en général exprimé un vif intérêt envers l'éducation et la communication environnementale, les pays n'ont pas encore traduit ce langage en programmes ou allocations budgétaires. Les contraintes financières, des priorités en conflit et l'appui insuffisant de la part des bailleurs de fonds sont autant de facteurs qui peuvent expliquer cet écart.

En **Gambie**, la Déclaration de Banjul de 1977 a exprimé le premier engagement national pour protéger l'environnement. En 1992, le gouvernement a développé un PNAE de dix ans, qui créait une Agence nationale de l'environnement chargée de coordonner l'application du Plan d'action environnemental de la Gambie (GEAP). Dans le cadre du GEAP, EE&C est un des trois programmes transsectoriels nécessaires pour permettre aux

autres programmes d'atteindre leurs objectifs: 1) augmenter la conscience et la participation du public aux questions de l'environnement; 2) intégrer le matériel EE&C dans les écoles et autres institutions d'enseignement; et 3) élever la conscience et la sensibilité de l'environnement auprès des cadres du gouvernement, des responsables politiques, des leaders de la communauté et autres personnes clés. En utilisant toutes les voies possibles pour élever la sensibilité et la conscience environnementales, l'Agence nationale de l'environnement espère augmenter la motivation et l'action des citoyens. L'USAID/Banjul a adopté cette interprétation élargie dans ses objectifs en faisant de l'éducation et de la communication environnementales une composante clé des programmes de l'environnement, de la santé et des pratiques de gouvernement.

Pour prendre des initiatives environnementales un régime démocratique a besoin de l'accord tacite et de la participation de citoyens informés.

En 1994, **Madagascar** a développé la "stratégie malgache pour la conservation et le développement durable", une des premières stratégies du genre en Afrique. Cette stratégie a conduit au plan d'action pour l'environnement (PAE), rendu officiel en 1990 pour appliquer la stratégie. Le PAE vise à "aider la population malgache à protéger et à améliorer son environnement tout en oeuvrant à un développement durable". Pour réaliser cet objectif, le Plan comprend six programmes à long terme dont "la promotion de l'éducation, de la formation et de la communication

environnementales." Cependant, au cours des quelques dernières années les difficultés économiques se sont aggravées et un nouveau gouvernement démocratiquement élu, dont les dirigeants n'avaient aucun rapport ou intérêt dans les politiques de leurs prédécesseurs, a été installé après un régime socialiste. Ces facteurs ont conduit à un "contrecoup" parmi certains leaders politiques qui pensent que les lourds investissements faits par les bailleurs de fonds dans l'environnement sont aux dépens d'autres questions sociales urgentes. Une telle réaction montre le besoin urgent d'une approche EE&C, puisque pour prendre des initiatives environnementales, un régime démocratique a besoin de l'accord tacite et de la participation de citoyens informés. Ceci, à son tour, nécessite la création de groupes d'appui parmi les responsables politiques et la population qui comprennent que la qualité de l'environnement et le développement économique sont liés. Bien que les bailleurs de fonds aient beaucoup investi dans des projets liés à l'environnement à Madagascar, les activités EE&C n'ont obtenu qu'un faible pourcentage de ces financements. Un des objectifs de l'USAID/Antananarivo est de promouvoir les stratégies EE&C qui appuient les projets existants.

Le "Plan vert" de la **Namibie** a été élaboré en 1991, peu après l'indépendance. Le plan engage le nouveau gouvernement à "encourager les initiatives de prise de conscience et d'éducation sur les questions environnementales" et déclare que le but de la Namibie est "de développer une société ayant conscience de l'environnement dans laquelle les citoyens possèdent les connaissances, les compétences et les valeurs nécessaires pour prendre les mesures appropriées". La nouvelle constitution promet que "l'état s'occupera

activement de promouvoir et de maintenir le bien-être des gens en adoptant ... des politiques visant au ... maintien des écosystèmes, des processus écologiques essentiels et de la diversité biologique en Namibie, et à l'exploitation des ressources naturelles sur une base durable pour que tous les Namibiens puissent en profiter aujourd'hui et à l'avenir". Le gouvernement considère l'élément EE&C comme étant un élément nécessaire à travers tous les secteurs et programmes et souligne l'importance de la participation des intéressés dans la planification et l'exécution des programmes. Les bailleurs de fonds ont appuyé individuellement les projets EE&C, mais le plus souvent n'ont pas coordonné les priorités ou les schémas de financement. L'USAID/Windhoek assume un rôle de leader en appuyant un consortium d'ONG locales dans la coordination d'une stratégie EE&C nationale.

L'Ouganda sort à peine d'une guerre civile dévastatrice et continue à préparer sa constitution. La décentralisation et la réforme de l'enseignement sont en bonne voie et le PNAE récemment achevé a produit l'Agence nationale pour la gestion de l'environnement (NEMA). L'Ouganda a créé plusieurs nouveaux parcs nationaux et les ONG locales et internationales participent de plus en plus à la gestion des ressources naturelles. Le gouvernement, dans son Livre Blanc sur la révision de la politique de l'enseignement, recommande au corps enseignant d'aider à développer la prise de conscience et le souci de l'environnement. Les propositions du PNAE et la version préliminaire de la constitution de l'Ouganda affirment aussi que sans une conscience publique et une éducation environnementale, les efforts faits pour

protéger l'environnement ne porteront pas leurs fruits. Le Ministère de l'éducation commence à inclure l'éducation environnementale dans les programmes scolaires, mais les planificateurs réalisent aussi que les institutions traditionnelles (telles que les chefferies) et les méthodes traditionnelles (telles que les médias folkloriques) deviendront des éléments importants des futurs travaux EE&C. L'Ouganda se situe au seuil du potentiel EE&C pour motiver et mobiliser sa population pour qu'elle prenne soin de son environnement immédiat de façon durable. L'USAID/Kampala a manifesté son intérêt à appuyer les stratégies non formelles, en particulier les services de vulgarisation autour des parcs nationaux.

Le gouvernement de la **Guinée** et ses partenaires ONG sont en train d'achever leur PNAE. A ce jour, la version préliminaire du PNAE accorde peu de place à l'éducation et à la communication, malgré un potentiel certain et des efforts considérables faits dans le pays. La persévérance et la coordination garantiront, on l'espère, que des stratégies EE&C efficaces soient incluses dans le PNAE de la Guinée. L'USAID/Conakry, dans ses programmes d'environnement et d'éducation, couvre les secteurs des ressources naturelles, de la santé et de la population et utilise, entre autres méthodes, les services de vulgarisation et les

réseaux de la radio rurale.

Résumé

- ❖ **La Gambie, la Guinée, Madagascar, la Namibie et l'Ouganda sont liés par des conditions sociales et environnementales semblables et on peut donc comparer leurs approches EE&C.**
- ❖ **Le PNAE de chacun de ces pays comprend au moins une expression de l'importance de l'éducation et de la communication.**
- ❖ **Ces politiques n'ont pas encore apporté de financement suffisant ni attiré une attention sérieuse.**

“Une des erreurs les plus faciles à faire est de passer à l'action avant que les populations aient pris conscience de l'existence du problème.”

Paroles d'un spécialiste namibien du développement rural

3. L'éducation environnementale dans les écoles africaines

❖ Programmes d'enseignement et formation des enseignants

❖ Préparation du matériel didactique

❖ Programmes extérieurs au programme scolaire

❖ Résumé

Dans les cinq pays de l'étude, nombreux sont ceux qui affirment que l'éducation environnementale (EE) dans le cadre formel des écoles représente la principale activité EE&C qui a lieu en Afrique. Ceci peut simplement provenir du fait que l'école est un lieu organisé où on peut commencer. Cela pourrait aussi faire suite à une recommandation antérieure du Programme des Nations Unies pour l'environnement (UNEP) selon laquelle les programmes d'enseignement doivent encourager les connaissances sur l'environnement. De plus, comme on l'a noté plus haut, certains pensent, à tort, que l'école est le seul lieu où on peut enseigner l'environnement. En tout cas, ces programmes scolaires sont pris comme exemple des efforts d'éducation et de communication environnementales en Afrique. Cependant, dans certains pays, la rareté des ressources et une demande pour des allocations concurrentes font que se concentrer sur le système formel apporte une réponse moins logique à des besoins cruciaux à court terme. En outre, comme la fréquentation de l'école diffère pour les filles et les garçons, on doit se demander si les interventions d'éducation et de communication environnementales centrées sur l'école atteignent effectivement les filles comme les garçons.

La pénurie des ressources affecte la façon dont les processus EE&C systématisés, tels que décrits dans l'encadré N°2 (section 1) sont exécutés. Dans les cinq pays considérés, les efforts sont concentrés sur les programmes d'enseignement en classe, plutôt que sur les liens entre les leçons données à l'école et les priorités environnementales à la maison et dans la communauté, ou sur les activités hors programme, ou encore sur la formation des enseignants. Le pré-testage des programmes et des méthodes pédagogiques de l'enseignement environnemental est rarement fait. Il arrive souvent que la formation avant service des enseignants ne couvre pas les thèmes environnementaux, et enseigner la façon d'intégrer une dimension environnementale dans les programmes et les cours existants est plus rare encore. La formation en cours de service des enseignants, pour améliorer leurs aptitudes dans des sujets spécifiques, leur confiance et leurs compétences, n'est pas institutionnalisée. Peu d'évaluations sont faites pour juger si les élèves ont appris quelque chose ou si l'éducation environnementale a changé des attitudes ou des comportements. En renforçant ces points faibles, on aiderait les éducateurs à enseigner à leurs élèves la matière de programmes plus solides et mieux intégrés.

Programmes d'enseignement et formation des enseignants

Les programmes d'enseignement sur l'environnement peuvent suivre deux approches: l'"infusion" dans laquelle les questions environnementales sont traitées dans le cadre de l'ensemble du programme sur divers sujets, et la méthode du "bloc" dans laquelle on dispense des cours environnementaux distincts (Braus & Wood, 1993). Chaque méthode peut être soit obligatoire (c'est-à-dire que les étudiants passent des examens et leur progression à l'école est liée aux résultats), soit que ces cours soient composés de matériel supplémentaire laissé au choix de chaque enseignant. Cette dernière approche peut inclure les livres en bandes dessinées ou le matériel didactique à l'usage des élèves et des professeurs fourni par l'UNEP dans de nombreux pays africains.

Parmi les cinq pays étudiés, les programmes EE primaires obligatoires sont les plus développés en Gambie et en Namibie.

Parmi les cinq pays étudiés, les programmes d'enseignement environnemental primaire obligatoire sont les plus développés en Gambie et en Namibie. Les deux pays utilisent une combinaison des deux méthodes, de l'infusion et du bloc. En **Namibie**, avant l'indépendance, l'Organisation des peuples africains du sud-ouest, alors en exil et qui est à la base du gouvernement actuel, recevait une assistance du Danemark pour développer un programme d'enseignement qui mettait l'accent sur l'agriculture et l'utilisation durable des ressources naturelles. Ces premiers efforts ont aidé à faire démarrer un processus récent de réforme des programmes scolaires plus

approfondi. A l'heure actuelle, les questions environnementales sont incluses dans le programme d'études des sciences et de la santé depuis la classe de quatrième jusqu'à la septième; pour les classes 8 à 10, dans les sciences de la vie, c'est-à-dire la santé, la biologie, l'écologie et l'agriculture; enfin les deux dernières années du secondaire, dans le programme de l'économie naturelle qui s'occupe de questions régionales et globales et s'adresse aux élèves qui se présentent aux examens de Cambridge.

Avec l'aide de plusieurs bailleurs de fonds, tout le programme de formation avant service des enseignants de la Namibie est en train d'être réformé, en mettant l'accent sur des activités qui recourent l'ensemble du programme, l'étude en coopération, la réflexion, la pensée critique et l'aptitude à poser des questions. On a aussi commencé à élever le niveau de compétence des enseignants qui n'ont suivi l'école que jusqu'à la dixième ou la douzième classe. Si les deux types de formation: avant service et en cours de service progressent comme prévu, les enseignants namibiens acquerront les compétences et la confiance nécessaires à diffuser les idées, motiver les autres et devenir des leaders d'opinion reconnus dans leurs communautés.

En **Gambie**, le Ministère de l'éducation a développé un programme d'études sociales et environnementales, qui est un des quatre domaines principaux du programme d'enseignement (avec l'anglais, les mathématiques et les sciences). Le programme utilise une approche en spirale, les concepts simples étant enseignés dans les classes plus basses, et des concepts de plus en plus complexes dans les classes suivantes. De

courts ateliers d'orientation forment les enseignants à ce programme, mais la plupart d'entre eux jugent que cette formation est insuffisante. Les programmes des cours ont été préparés pour les classes 1 à 9 et les livres sont en partie achevés.

L'**Ouganda** se trouve au coeur d'un processus national de réforme des programmes scolaires. La guerre civile a provoqué l'effondrement de l'infrastructure de l'éducation, qui se reconstruit lentement. Actuellement les efforts sont concentrés sur les programmes d'études primaires. Il y a un coordinateur de l'éducation environnementale au sein du Ministère de l'éducation, mais le poste n'a qu'une autorité et des ressources limitées. Au moment de l'évaluation, on ne savait pas encore exactement dans quelle mesure et par quelle méthode les sujets traitant de l'environnement seraient couverts dans les programmes d'études, bien que de nombreux enseignants et administrateurs admettaient clairement que l'enseignement de l'environnement était urgente.

En attendant, de nombreux innovateurs, enseignants, élèves-enseignants et formateurs d'enseignants ont commencé à développer leurs propres sujets et méthodologies EE&C. Par exemple, les professeurs affiliés à l'Institut de formation des enseignants de Kyambogo (ITEK) ont décidé d'eux-mêmes de rédiger un programme d'éducation environnementale qui se relie au programme national des cours. Il y a deux ans, les étudiants de l'ITEK, eux-mêmes enseignants ou futurs enseignants, ont constitué l'Association de gestion de l'environnement de Kyambogo, qui compte maintenant 200 membres.

Encadré N°4

Programme d'enseignement environnemental en Gambie

Les études sociales et environnementales constituent une des quatre composantes principales du nouveau programme d'enseignement de la Gambie, avec les sciences, les mathématiques et l'anglais. Voici comment le programme d'études a été développé en suivant les étapes qui sont listées dans l'encadré 2, à la section 1.

Planification et recherche

- Un groupe de travail de huit spécialistes de l'enseignement a préparé le matériel. Bien qu'aucun d'entre eux n'avait de connaissances environnementales, ils ont introduit les sujets environnementaux dans le programme des études sociales. Dans les trois autres domaines, l'infusion était plus limitée.

- Aucun pré-tests, ni essai pilote ou encore révision du matériel n'ont été faits.

- Les programmes des cours ont été élaborés pour les classes 1 à 9 et au moment de l'examen, des livres de classe et guides de l'enseignant existaient pour les classes 1 à 4.

- Dans les premières classes, les programmes s'adressent de façon égale aux filles et aux garçons, mais à partir de la sixième classe, les filles ne représentent que 20% des élèves.

Exécution

- De courts ateliers d'enseignants se sont tenus dans chacun des quatre centres régionaux. Le Ministère de l'éducation a aussi un centre de formation en service, mais, au moment de l'évaluation, le centre n'avait pas de spécialiste des études environnementales.

- Les livres et les audio-visuels sont limités.

Suivi et évaluation

- Les enseignants font leurs commentaires sur le matériel.

Le Gouvernement de **Madagascar** a lui-aussi lancé un processus de réforme de l'enseignement. Il espère avoir un nouveau programme d'études pour l'enseignement secondaire en 1996 et pour l'enseignement primaire en l'an 2000. Ces programmes d'études utilisent les méthodes d'infusion pour inclure des concepts environnementaux dans d'autres domaines. Le programme d'études pour l'enseignement secondaire a déjà été préparé et le gouvernement est en train de le pré-tester dans un certain nombre d'écoles. Cependant, lors de l'évaluation, aucun financement n'avait été retenu pour la reproduction et la distribution du matériel et il n'y avait aucun plan pour la formation des enseignants. Les nouveaux programmes sont en français, la langue récemment adoptée par le gouvernement comme langue officielle d'éducation.

Vers la fin des années 1980, le *World Wildlife Fund* (WWF) a préparé un programme d'études en langue malgache qui est distribué dans les écoles qui se trouvent dans et autour des zones des projets de conservation et de développement intégrés (PCDI) qu'il dirige. Ce matériel a aussi été mis à la disposition des écoles dans d'autres PCDI et dans les zones urbaines. Il est intéressant de noter que certains fonctionnaires du ministère se sont plaints que par suite d'un intérêt excessif de certains bailleurs de fonds envers ce sujet, l'environnement joue un rôle disproportionné dans l'instruction dispensée dans les écoles des PCDI. En fait, bien qu'elle n'atteint pas encore chaque élève et chaque enseignant, l'éducation environnementale semble avoir bénéficié d'une plus grande diffusion de matériel didactique et d'un plus grand nombre de sessions de formation en cours de service pour les enseignants que la plupart des autres sujets

enseignés dans les écoles des zones des PCDI. Le nouveau programme d'enseignement de Madagascar en français remplacera celui du WWF.

En **Guinée**, l'Institut pédagogique national (IPN) assume la responsabilité première de développer les programmes d'enseignement et de produire le matériel didactique. A ce jour, les cadres de l'IPN ont piloté un cours d'éducation environnemental dans le cadre d'un programme pré-service financé par l'UNESCO. Ils ont aussi préparé un guide de la méthode du bloc pour les professeurs de l'enseignement secondaire et développé un programme pilote dans les écoles urbaines dans cinq zones expérimentales, avec un financement de l'UNESCO. Ce programme est centré sur le nettoyage des ordures et l'assainissement, la création et l'entretien de parcs et la sensibilisation aux questions de l'environnement. De plus, le programme naissant de la Guinée est en train d'expérimenter l'utilisation des livres en bandes dessinées dans les programmes d'études et de formuler un plan d'action pour la formation des instructeurs en éducation environnementale. Les ONG ont certains programmes créateurs en route, tel qu'un véhicule "vidéomobile" qui visite régulièrement environ huit écoles de la capitale.

A tous les niveaux scolaires, les programmes EE&C stimulent aussi les méthodes d'études interactives, en faisant que les études environnementales encouragent la participation active et fournissent aux enseignants de nouvelles méthodes d'enseignement. Quelques institutions s'y essaient. Un des objectifs du programme en Gambie est d'enseigner aux maîtres à préparer leur propres matériels EE. Comme on l'a déjà noté, la Namibie espère faire acquérir ces aptitudes à l'enseignement interactif en améliorant la formation. Et la Guinée a l'intention de construire un centre de recherche pratique sur l'éducation environnementale. Ce centre sera le premier collège de professeurs dans ce domaine; il formera aussi des chercheurs ruraux et autres sur la méthodologie de recherche d'évaluation rurale avec participation.

Préparation du matériel didactique

En Gambie et en Namibie, les ONG et les ministères de l'éducation travaillent ensemble au développement et à la production de matériel didactique. En Gambie, l'unité de production des livres et du matériel du Ministère, unité moderne et bien équipée, sert tous les niveaux scolaires. Le projet non gouvernemental de préservation des Chimpanzés produit des livrets d'activités pour les élèves des quatrième et cinquième année dans les villages qui sont en bordure du Parc de la Gambie. Parmi les ressources supplémentaires utilisées par un nombre limité d'enseignants à travers le pays on trouve des livrets d'activités et des guides de l'enseignant publiés pour neuf pays du Sahel par le projet de formation et d'information sur la protection de l'environnement (projet TIPE). Mais en règle générale, le matériel n'est ni testé, ni évalué.

En Gambie et dans tous les pays étudiés, l'existence de matériel EE est un problème crucial. Le Corps de la paix des États-Unis est en train de mettre sur pied des centres multimédia de ressources éducationnelles pour recueillir et diffuser le matériel EE, centres qui combleront partiellement ce vide. Il n'en reste pas moins que sur tout le continent il est difficile pour les professeurs et les élèves de se procurer des livres, du matériel audio-visuel et autre matériel didactique. De plus, ils ont besoin de films vidéos et autres auxiliaires visuels pour dépeindre les problèmes locaux et les solutions locales.

En Namibie, le Fonds de conservation du Guépard, la Fondation de Namibie pour la recherche sur le désert, le Centre de la Namibie pour la réhabilitation, la recherche et l'éducation animale, et d'autres ONG ont aidé le Ministère de l'éducation à préparer du matériel d'enseignement. Par exemple, la Fondation est en train de préparer une série de cinq livres didactiques sur les problèmes environnementaux les plus cruciaux du pays, chacun d'entre eux s'adressant à un niveau scolaire différent. Ces livres ont environ 225 pages chacun, et contiennent des connaissances de base, des tableaux graphiques très élaborés et des idées d'activités. Des livres plus petits couvrent des sujets spécifiques, tels que la valeur des algues ou des sols. Lors de l'évaluation de GreenCOM, les trois premiers livres (sur l'eau, l'énergie et la population) étaient en train d'être testés dans 24 écoles. Après révisions, la Fondation remettra les livres au Ministère de

N°5

Le magazine *Vintsy* à Madagascar

L'activité la mieux connue de *World Wildlife Fund* à Madagascar est le magazine *Vintsy*. Publié à l'origine pour les élèves de l'enseignement secondaire, il a de nombreux lecteurs parmi la population générale. Voici en résumé comment le magazine s'est développé, en se basant sur les étapes décrites dans l'encadré N°2.

Planification et recherche

Aucune recherche ou pré-test n'ont été faits. Au cours de discussions menées dans les écoles le personnel WWF a trouvé que les jeux et les histoires sont les sections les plus populaires.

Exécution

Vintsy est distribué dans les zones des PCDI de WWF et est vendu dans les kiosques à journaux dans les zones urbaines.

Suivi et évaluation

Aucun suivi ou aucune évaluation systématique n'ont été faits. La popularité du magazine est prouvée de façon informelle. La diffusion réelle est inconnue parce que les gens se passent les copies.

l'éducation; les deux organismes sont en train d'élaborer en commun des plans de diffusion dont l'intégration de ce matériel dans toute formation de base des professeurs.

A Madagascar, le matériel didactique supplémentaire mis à la disposition des écoles comprend le magazine *Vintsy*, publié par WWF sous forme d'un magazine environnemental tous usages avec des jeux, des histoires, des poèmes, des articles scientifiques et un supplément pour les

professeurs. WWF fournit des copies de son magazine aux écoles dans les zones des PCDI. Dans les zones urbaines, des copies sont aussi en vente dans les kiosques à journaux (voir encadré N°5).

Dans tous les cinq pays, l'absence d'installations adéquates signifie souvent qu'il est difficile de produire du matériel didactique. L'addition de systèmes de publications par micro-ordinateur aiderait beaucoup au pré-testage et à la révision pendant la préparation du matériel. Des imprimeries supplémentaires et un équipement de production audio-visuel permettrait aux élèves africains de mieux accéder à ce matériel.

Programmes extérieurs au programme scolaire

Les programmes extérieurs au programme scolaire - ceux qui sont exécutés par le moyen des écoles mais en dehors de la salle de classe - visent à sensibiliser les jeunes envers les problèmes de l'environnement. Ces programmes ont généralement lieu après les classes, et comprennent des clubs, des sorties, des voyages avec camping la nuit, activités qui peuvent intensifier l'expérience et le contact avec l'environnement. Ils peuvent aider les programmes d'éducation formels à influencer le comportement individuel et de la communauté.

Dans les cinq pays examinés, des activités EE&C innovatrices faisaient sortir les enfants de la salle de classe. Certaines écoles organisent des clubs (autour de thèmes tels que la conservation, l'écologie ou l'environnement), dont quelques uns organisent des excursions à l'extérieur. Cependant, ces sorties sont souvent brèves et

les élèves les considèrent plus comme des vacances que comme l'expérience et l'étude de la nature. De plus, les activités organisées à l'extérieur se limitent souvent aux élites des écoles urbaines et ne servent en fait qu'une petite fraction de la population.

Les clubs individuels sont d'habitude formés et vivent grâce à des leaders charismatiques et/ou des étudiants dévoués à cette cause. Même s'ils n'ont pas de ressources pour faire des excursions, les clubs peuvent organiser des activités de nettoyage, des assemblées d'écoles, ou encore placer des affiches, etc.

Les clubs de la faune de l'Ouganda (*Wildlife clubs of Uganda - WCU*) ont sous leur tutelle les clubs de conservation peut-être les plus connus dans ces cinq pays, bien qu'ils ne soient pas tous liés aux écoles. Il y a un millier de clubs WCU sur le papier, mais 130 seulement sont considérés comme actifs. Fondés en 1975 pour enseigner la faune aux jeunes, les WCU ont élargi leur champ d'action à l'étude et à la compréhension des écosystèmes. Un groupe de huit personnes assure la coordination des activités des clubs dans l'ensemble du pays, procure des fonds et font que ces clubs deviennent partenaires d'organisations publiques et privées. Peu d'organisations qui coiffent des activités

extra-scolaires ont les ressources de WCU en matière d'infrastructure et de secrétariat.

En Gambie, des clubs de la faune sont prévus dans le cadre du projet de conservation et de développement intégré du Parc national de Kiang West; cependant, au moment de l'évaluation, aucune agence en particulier n'encourageait la création de clubs. A Madagascar, WWF emploie un interprète spécialement formé pour organiser une sortie avec camping pour des élèves du secondaire, mais la participation est hautement compétitive: le programme n'accepte que quinze élèves par an.

En Namibie, la société Coca Cola s'est jointe au Ministère de l'éducation pour prendre sous sa tutelle le concours annuel de projet d'environnement, Conservo. En 1994, 57 écoles à travers le pays participaient à ce concours. Des équipes de trois à six élèves identifient et étudient un problème environnemental local. Les plus jeunes élèves préparent une affiche illustrant le sujet choisi; les étudiants plus âgés préparent une description plus rigoureuse de l'objet de leur étude. Des ateliers sont organisés de façon que les professeurs puissent mieux guider et donner des instructions à leurs élèves. Les planificateurs prévoient d'organiser à l'avenir des concours régionaux, plutôt qu'un concours national.

Résumé des interventions EE&C formelles en Afrique

- ❖ **Les personnes interrogées lors des évaluations ont déclaré qu'en Afrique le système des écoles formelles était le cadre dans lequel la plupart des interventions EE&C avaient lieu.**

❖ *Populations et environnement*

- ❖ **La pénurie de ressources limite le pré-testage, la formation, le suivi et l'évaluation - autant d'éléments essentiels pour que les éducateurs puissent dispenser des programmes d'enseignements plus étoffés à leurs élèves.**
- ❖ **La disponibilité des matériels d'éducation pose un problème qui pourraient être partiellement résolu par la création de centres de ressources et d'installations améliorées pour imprimer les textes, produire les auxiliaires audio-visuels et distribuer le matériel.**
- ❖ **Les activités hors programme scolaire, avec celles qui ont lieu en classe, peuvent et doivent resserrer les liens avec le foyer et la communauté pour que les messages environnementaux aient un impact maximum. Les leaders de clubs font souvent la différence entre les clubs qui n'existent que sur le papier et ceux qui s'engagent dans des activités réelles.**

“L’approche EE&C exige une nouvelle façon de penser. Les professeurs doivent apprendre comment appliquer aux sujets enseignés une approche interdisciplinaire, à travers tout le programme d’enseignement. Ils doivent aussi apprendre à utiliser les ressources dont ils disposent même si elles sont modestes.”

Paroles d'un éducateur ougandais

4. Les interventions EE&C dans un cadre non formel: approcher les étudiants selon leurs propres termes

- ❖ *L'éducation continue*
- ❖ *La vulgarisation*
- ❖ *L'interprétation sur les sites*
- ❖ *Résumé*

Les approches non formelles représentent un changement tant dans le processus que dans le cadre—en passant des méthodes de haut en bas à des méthodes plus orientées de bas en haut. L'étude se fait dans le contexte des problèmes et des événements de la vie réelle. Lorsqu'elles sont correctement conçues, les interventions EE&C non formelles ont de toute évidence leur place dans le contexte africain, et les auteurs de l'évaluation se sont entretenus avec des praticiens qui exécutent de nombreux programmes très intéressants.

Les approches non formelles atteignent des groupes divers dont l'intérêt pour se regrouper peut ne pas venir de l'environnement lui-même mais des personnes avec qui il importe de partager un message environnemental. Différents cadres non formels exigent différents types de programmes. Par exemple, former des nouveaux agents de vulgarisation agricole à utiliser les méthodologies EE&C sur le terrain exige un système de distribution d'information plus structuré que celui qui conviendrait à des groupes volontaires moins strictement organisés comme des groupes d'agriculteurs, de femmes ou de jeunes.

L'encadré N°1 (section 1) présente une liste d'interventions EE&C non formelles. La présente synthèse est centrée sur trois aspects: 1) les programmes d'éducation pour les

adultes et les jeunes non scolarisés 2) la vulgarisation et 3) l'interprétation dans les sites.

Les programmes d'éducation continue pour les adultes et les jeunes non scolarisés

Comme le nombre de jeunes non scolarisés est élevé dans les cinq pays, ces programmes d'éducation sont de la plus haute importance .

Les programmes d'éducation pour les adultes et les jeunes non scolarisés sont des moyens logiques pour diffuser les thèmes EE&C. L'alphabétisation peut couvrir tout une gamme de sujets environnementaux, depuis le compostage jusqu'à l'eau potable. Les programmes d'éducation sanitaire contiennent souvent des sujets environnementaux. Les programmes de formation professionnelle des travailleurs agricoles peuvent couvrir la gestion des ressources naturelles, l'usage des pesticides et autres sujets environnementaux. Moins évidente, mais non moins importante, la formation des mécaniciens d'automobiles, ouvriers du bâtiment et autres peut leur expliquer comment leur occupation particulière affecte l'environnement. Et comme

le nombre de jeunes non scolarisés est élevé dans les cinq pays, ces programmes d'éducation sont de la plus haute importance. De plus, les programmes qui touchent les filles non scolarisées, qui sont généralement plus nombreuses que les garçons, sont d'une importance cruciale.

Peu de pays profitent de ce potentiel, bien qu'on puisse trouver quelques exemples. Par exemple, l'Institut de formation technique de la Gambie a préparé un cours de formation pour les guides de l'observation des oiseaux en appui à un marché écotouristique naissant. Trois ONG internationales actives en Gambie (*Action Aid*, *Catholic Relief Services* et *Save the Children*) organisent des ateliers d'alphabétisation, de santé et de formation professionnelle qui couvrent des thèmes environnementaux dans le cadre de leurs programmes de développement communautaire. Dans le secteur public, le département de l'éducation non formelle du Ministère de l'éducation dirige un programme d'alphabétisation auquel les questions environnementales pourraient être ajoutées.

En Namibie, le département de l'enseignement aux adultes et de l'éducation continue du Ministère de l'éducation dirige un programme d'alphabétisation bien conçu qui se déroule en trois étapes: apprendre à lire et écrire dans la langue indigène des élèves, l'enseignement de sujets plus avancés dans ces langues et enfin, une alphabétisation fonctionnelle en anglais. Des agents d'alphabétisation de district forment et supervisent le travail des promoteurs d'alphabétisation locaux, qui à leur tour font la classe aux membres de la communauté. La conscientisation environnementale est un des dix objectifs déclarés du programme (voir encadré N°6) et

la participation est élevée. Dans le secteur privé, la Fondation Rossing et la Fondation Nyae-Nyae offrent des activités d'alphabétisation, de santé et de formation professionnelle qui abordent les sujets de l'environnement.

D'une façon générale, dans chacun des cinq pays, le matériel d'instruction est souvent utilisé sans avoir été testé et évalué. Par suite de la nature idiosyncratique de la préparation des messages par les institutions individuelles et le manque de coordination entre ces institutions à travers les diverses sphères de l'enseignement continu, les messages risquent d'être en conflit. De plus, dans chacun des cinq pays étudiés, l'accès pour les femmes et particulièrement pour les jeunes adolescentes non scolarisées est sérieusement déficient. Il faudra faire des efforts spéciaux pour adapter les programmes aux contraintes de temps dans la vie des femmes et pour sensibiliser les directeurs de programmes et les praticiens à l'importance que revêt l'inclusion des femmes et des jeunes filles dans les programmes non formels.

Les systèmes d'éducation par la vulgarisation

Dans un système de vulgarisation efficace, l'agent de vulgarisation doit posséder les compétences EE&C à la fois techniques et procédurales .

Encadré N°6
Programme d'alphabétisation des adultes
de la Namibie

La conscientisation environnementale est un des dix objectifs du programme d'éducation de base de la Namibie. Voici un résumé du programme suivant les étapes qui se trouvent dans l'encadré N°2 (section 1).

Planification et recherche

- Programme conçu en trois phases: la phase 1 enseigne l'alphabétisation de base dans 11 langues indigènes; la phase 2 utilise les langues indigènes à un niveau plus avancé; la phase 3 enseigne un anglais fonctionnel. Toutes les phases contiennent un élément environnemental.
- Aucune recherche formelle ou pré-test n'a été fait. Le personnel qui assume une responsabilité globale possède une instruction universitaire en éducation des adultes ou autre domaine apparenté.
- Les promoteurs reçoivent une formation avant service de trois semaines.

Exécution

- Très étendue: en 1993, plus de 30.000 étudiants et 1.700 promoteurs ont participé au programme. Plus de la moitié d'entre eux étaient des femmes.
- Bien que le guide de l'enseignant encourage l'interaction, de nombreux promoteurs ne sont pas à l'aise avec cette approche. Les ressources nécessaires pour la formation en cours de service nécessaire sont insuffisantes.

Suivi et évaluation

- Il n'y a eu ni suivi ni évaluation, bien que le personnel accepte volontiers le feed-back.

Les programmes d'éducation par la vulgarisation sont généralement exécutés par des agences gouvernementales et à l'occasion privées, pour toucher des groupes organisés d'agriculteurs, de collecteurs de bois de feu ou autres types d'utilisateurs des ressources naturelles. Parmi les agents de vulgarisation s'occupant de l'environnement on trouve des gardiens de parcs, des agents forestiers, des spécialistes agricoles, des guides pour l'interprétation et des agents de santé. Souvent, c'est un agent de vulgarisation qui est le premier, et en fait le seul contact entre l'utilisateur de la ressource naturelle et les "systèmes officiels" responsables de ces ressources. En Afrique, avec son pourcentage élevé d'habitants des zones rurales qui dépendent directement de la terre, la vulgarisation doit devenir une composante importante de toute stratégie nationale d'EE&C.

Du point de vue historique, la vulgarisation en Afrique a été basée sur le secteur public - en particulier les ministères de l'agriculture des pays considérés. Mais les questions environnementales reçoivent de plus en plus de prestations fournies par d'autres ministères et départements, comme la conservation, la foresterie, le développement rural, le tourisme, la santé ainsi que par les ONG. Ils fonctionnent souvent par le moyen d'un système très semblable de formation et d'appui aux agents du terrain qui vont jusque dans les communautés. Cependant, ils coordonnent rarement leurs efforts quant aux messages EE&C. En Namibie, par exemple, la mission d'évaluation a trouvé des réseaux de vulgarisation qui fonctionnent dans deux ministères: le Ministère de l'environnement et du tourisme (MET) et le Ministère de l'agriculture, des eaux et du développement

rural (MAWRD). Au moins au niveau central, les deux systèmes communiquent rarement et ne coordonnent sûrement pas les programmes et les ressources.

Dans un système de vulgarisation efficace, l'agent de vulgarisation doit posséder à la fois des compétences techniques et procédurales en EE&C. Il doit non seulement connaître toute une série de sujets techniques, mais doit aussi être capable de transmettre efficacement cette information. En Gambie, les agents de vulgarisation attachés au Ministère de l'agriculture apprennent la conservation des sols, l'utilisation et l'aménagement des terres, les soins aux animaux, les techniques culturales, les pesticides, l'horticulture, la production alimentaire et les techniques de conservation, dans un cours de deux ans d'agriculture générale au Collège de la Gambie, avec parfois une formation en cours de service.

Au cours de ces dernières années, le rôle des agents forestiers, des gardiens de parcs et autres agents de vulgarisation des ressources naturelles a évolué dans chacun des cinq pays, en adoptant des approches communautaires. Leur rôle consiste de plus en plus à enseigner alors que leur formation portait plutôt sur la réglementation et l'application du règlement. Pour transmettre toute cette série de sujets à des groupes cibles, les vulgarisateurs doivent acquérir des aptitudes à la communication et à l'organisation communautaire, surtout pour les agents choisis et travaillant dans leur propre communauté.

En Guinée, et dans une certaine mesure dans tous les autres pays de l'étude, le manque d'infrastructure de transport et de véhicules gêne le travail de la vulgarisation. Cela aboutit

souvent à un manque de motivation des agents de la vulgarisation et à des difficultés pour encourager les activités de suivi et d'évaluation. Une autre contrainte est le nombre élevé d'utilisateurs des ressources naturelles pour chaque agent de vulgarisation. En Namibie, le MAWRD a deux cent agents de terrain pour couvrir l'ensemble du pays. Un grand nombre d'entre eux pensent qu'ils ne peuvent que répondre à la demande, plutôt que de lancer des nouveaux programmes pro-actifs.

Les ONG font aussi la promotion des thèmes environnementaux dans leurs programmes d'éducation et de vulgarisation. En Ouganda, des organisations telles que CARE, JESE (*Joint Effort to Save the Environment*) et autres travaillent avec les utilisateurs des ressources, en particulier dans les communautés des zones tampon. A Madagascar, chaque PCDI a son propre réseau de vulgarisateurs, gardiens et guides de parcs, de spécialistes du développement communautaire et autres pourvoyeurs de services annexes. Dans la zone qui entoure le Parc Ranomafana, une équipe offre des services de santé dans ses propres cliniques, en dehors des services du gouvernement.

Comme pour les autres interventions EE&C, les perspectives de la population ou de la communauté—et surtout celles liées aux réalités économiques—sont de la plus haute importance. Par exemple, un agent forestier de la Gambie avait remarqué que de nombreux ruraux pensaient que le bois de feu ne doit pas être planté comme une culture, mais qu'il suffisait de le couper et de le brûler. Il recommandait alors de préparer et d'évaluer des stratégies pratiques qui mettraient l'accent

sur les avantages économiques de la plantation des arbres.

Peu de femmes travaillent dans les services de vulgarisation africains. Cette rareté pourrait bien limiter la capacité des programmes de toucher efficacement les femmes dans leurs communautés, de faire de la recherche qui pourrait identifier les besoins des femmes ou développer des programmes qui soient sensibles à la condition des femmes. Le cadre culturel et social, les responsabilités familiales et la logistique sur le terrain (telle que le manque de logement convenable et autres facilités) empêchent souvent les femmes d'accepter des postes dans des zones éloignées. De même, aucun programme de formation des femmes locales au métier d'agent de vulgarisation n'a été identifié.

Dans les cinq pays, l'éducation par la vulgarisation pourrait s'améliorer avec:

- ❖ un meilleur ciblage des efforts et messages EE&C vers des auditoires spécifiques;
- ❖ une coordination accrue parmi les diverses agences et réseaux de vulgarisation;
- ❖ une formation institutionnalisée en communication et aptitudes au développement communautaire pour les agents de la vulgarisation; enfin,
- ❖ l'expérimentation avec des modèles qui permettent une plus grande participation des femmes comme agents de vulgarisation et qui soit centrés sur les pratiques courantes de gestion des ressources par les femmes.

L'interprétation sur les sites

Par "interprétation sur les sites" on entend l'éducation et la communication environnementale fournie sur place aux gens qui visitent volontairement un site, comme les jardins zoologiques, les centres de la nature, les musées et les expositions dans les parcs. Freeman Tilden, un des premiers experts de l'interprétation, définissait l'éducation par l'interprétation comme "un moyen de révéler la signification et la relation par l'utilisation des objets d'origine, l'expérience pratique et l'illustration médiatique plutôt que simplement communiquer les faits [Ham, 1992]." Les visiteurs aux centres d'interprétation ont certaines caractéristiques spéciales qui devraient être identifiées pour concevoir des programmes EE&C capables de faire changer les connaissances, les attitudes, les croyances et les pratiques. En tant qu'auditoire "non captif", les visiteurs viennent en général de leur propre initiative, s'attendent à une atmosphère informelle et une approche non scolaire, et tout simplement, portent leur attention ailleurs (ou quittent), s'ils s'ennuient ou ne sont pas intéressés par l'information présentée. (Ham 1992)

L'interprétation environnementale existe dans les cinq pays étudiés, en particulier en Namibie et en Ouganda. Les sites vont depuis le jardin zoologique urbain jusqu'aux centres de la vie sauvage dans les zones éloignées. Dans de nombreux cas, les centres d'interprétation se trouvent dans ou à proximité des aires protégées et attirent des visiteurs ayant différents besoins: des membres de communautés locales qui dépendent de la zone pour leurs plantes médicinales, leurs besoins religieux ou autres raisons; des groupes scolaires qui participent à des activités d'étude

par l'expérience; enfin, des touristes étrangers à la recherche d'un environnement exotique et "authentique". Mais les exemples étudiés ont révélé des limitations, en particulier une insuffisance de fonds pour la remise à jour des signes et l'absence de pré-tests et évaluations dans la préparation de nouveaux programmes et d'expositions nouvelles.

Les musées nationaux dans les capitales aident à toucher les auditoires urbains. Ces centres offrent un aperçu éducatif de la faune et de la flore régionale, des descriptions de la géographie, de la topographie et de la géologie du pays, et des objets exposés. Certains musées ont des parcs ou des pistes naturelles à proximité, ce qui permet aux visiteurs de voir l'exposition à l'intérieur et le cadre naturel.

Le personnel squelettique n'a pas le temps de trouver des sources de financement additionnelles, de lancer un programme d'adhérents ou de former un cadre de volontaires—qui seraient fort utiles à longue échéance.

Le Centre pour la réhabilitation, la recherche, et l'éducation animale de la Namibie (NARREC) considère que l'éducation du public est vitale pour garantir la sécurité de la faune et de l'habitat à long terme. Cependant, comme de nombreux autres centres, il fonctionne avec un personnel minime et les dons suffisent à peine pour couvrir les dépenses. Le personnel squelettique n'a pas le temps de trouver des sources de financement additionnelles, de lancer un programme d'adhérents ou de former un cadre de volontaires - qui seraient fort utiles à longue échéance.

En Ouganda, la Fondation africaine pour la faune a un centre d'interprétation et un terrain de camping lié au Parc national du Lac Mbura. Son objectif déclaré est de conserver les ressources naturelles et la biodiversité du parc en le rendant utile à l'économie locale et aux besoins de l'éducation. Ce site est quelque peu unique parmi ceux qui sont sous la tutelle des ONG des parcs nationaux de l'Ouganda, parce que les structures et les programmes du parc utilisent pleinement des approches d'éducation et de communication environnementales. Un conseiller technique travaille avec les employés du parc, qui à leur tour dirigent toutes les activités d'éducation extérieures avec les communautés des alentours. Le Parc de la Reine Elisabeth possède aussi un petit musée qui peut loger les groupes scolaires locaux. Lorsqu'un groupe scolaire vient en visite, le personnel du parc encourage les élèves à former un club de la faune de façon qu'ils continuent à s'intéresser à la conservation.

A Madagascar, le centre d'interprétation du Parc Ranomafana présente des expositions au visiteur avant d'entrer dans le parc lui-même. Des groupes d'enfants des écoles locales utilisent ces installations, tout comme le font les chercheurs et les touristes. En plus des objets de nature morte, le centre possède un grand bassin avec des poissons capturés dans les cours d'eau du parc. WWF maintient un centre d'interprétation urbain dans les jardins botaniques d'Antananarivo. Ce centre illustre les possibilités mais aussi les problèmes que pose le maintien d'un centre fortement utilisé avec des ressources insuffisantes. Deux éducateurs à la fois motivés et à l'esprit créateur dirigent un centre de deux salles qui

reçoit environ 11.500 visiteurs par an— le tout pendant les heures de classe. Le personnel fait un effort spécial pour stimuler les élèves. Cependant, le temps et l'espace ne leur permettent pas de faire beaucoup d'interprétation près des objets exposés ou dans les jardins zoologiques des environs.

Résumé des interventions EE&C non formelles en Afrique

- ❖ **Les programmes d'éducation conçus pour les adultes ou les jeunes non scolarisés devraient inclure les sujets relatifs à l'environnement de façon plus complète, et surtout parce que presque tous ces auditoires travaillent ou vivent d'une manière qui affecte l'environnement.**
- ❖ **Les agents de vulgarisation ont besoin d'une formation avant service ou en cours de service de manière à pouvoir assumer de façon adéquate leurs nouvelles responsabilités qui exigent une plus grande dose de collaboration et de communication.**
- ❖ **Les centres d'interprétation pourraient susciter l'intérêt des visiteurs par des expositions interactives et des expériences pratiques dans la nature, mais ils n'ont souvent ni le personnel, ni l'espace, ou encore les ressources nécessaires pour satisfaire les besoins des visiteurs.**

“Face aux besoins de la survie, l'éducation environnementale est cruciale. En fait, il s'agit de l'éducation pour la vie.”

Paroles d'un éducateur ougandais

5. Les interventions EE&C dans des cadres informels: un potentiel inexploité

- ❖ *Les campagnes de communication*
- ❖ *Les médias populaires*
- ❖ *La mobilisation des communautés*
- ❖ *Résumé*

Les interventions EE&C informelles, faites en dehors du contexte des institutions formelles ou groupes organisés, diffèrent non seulement par les voies qu'elles suivent, mais encore dans leurs procédures et leurs stratégies. Les campagnes de communication utilisant les média sont peut-être les exemples les plus familiers. Elles peuvent essayer de toucher la population en général ou viser des auditoires spécifiques, mais d'habitude, elles divisent leur auditoire en segments pour obtenir des résultats meilleurs.

Parmi les autres voies utilisées pour les interventions EE&C informelles, les médias populaires et indigènes (théâtre des rues, drames dans la communauté, chansons, histoires, tradition orale); les efforts de mobilisation communautaire; enfin les médias électroniques (Internet, médias interactifs, satellites). Tous ces moyens visent à atteindre les gens dans leur vie quotidienne.

Bien que le marketing social soit efficacement utilisé dans d'autres secteurs—tels que la santé, le planning familial et la prévention du SIDA—aucun effort de ce genre visant à introduire ou soutenir des comportements environnementaux positifs spécifiques n'a été identifié par les évaluations faites dans les cinq pays. Le manque de ressources, l'absence d'exemples environnementaux et le manque

d'acceptation y sont peut-être pour quelque chose. Plusieurs namibiens ont exprimé leur opinion en disant qu'ils ne voulaient pas participer à un programme qui, selon eux, "disait aux gens ce qu'ils doivent faire". Si on a l'intention d'utiliser ces interventions informelles sur une base plus étendue dans le domaine de l'environnement, il faudra expliquer de façon plus complète quels sont leurs points forts et leurs points faibles, et si elles conviennent ou ne conviennent pas.

Les liens entre les activités techniques et politiques d'un programme et ses aspects d'éducation et de communication doivent être fermes, et surtout dans les cadres informels. L'EE&C est rarement une fin en soi dans ces contextes, mais sert à promouvoir ou à appuyer des politiques spécifiques ou accélérer un changement de comportement à court terme dans le cadre d'un programme plus étendu. Comme exemple d'intervention EE&C informelle, on peut citer changer le comportement des responsables politiques dans leur façon de voter une loi sur la coupe du bois d'oeuvre, le changement de la pratique de la pêche à la dynamite parmi les pêcheurs, des changements dans les habitudes sur la façon de jeter les ordures dans un quartier ou dans les familles, ou encore des changements dans les services et installations offertes par

des opérateurs de tourisme dans les communautés.

On n'a trouvé que peu de preuves indiquant que les interventions EE&C étaient utilisées de façon systématique et soutenue dans des cadres informels dans les cinq pays étudiés. La capacité nationale limitée est à la fois une cause et une conséquence de ce vide. Cependant, des stratégies EE&C informelles peuvent donner aux programmes environnementaux existants un nouvel élan. Investir dans le renforcement des capacités et le développement de l'infrastructure, ou encore une assistance technique appropriée, devraient donner des résultats appréciables.

Les campagnes de communication

Peu de programmes en Afrique ont utilisé pleinement les médias ou autres techniques de communication dans leurs initiatives de protection ou de conservation de l'environnement. Des campagnes isolées de sensibilisation à l'environnement ont utilisé diverses voies mais elles cherchaient à diffuser des messages généraux à un grand nombre de groupes indifférenciés. De tels appels nationaux poussent rarement les gens à l'action mais cherchent plutôt à faire acquérir une appréciation élémentaire des problèmes de l'environnement. Certes, les campagnes de sensibilisation *peuvent* établir une base utile pour des programmes futurs orientés vers l'action qui s'attaqueront à des problèmes environnementaux spécifiques. Cependant, lorsque les fonds et les ressources sont maigres, cette approche est onéreuse et offre peu de bénéfices en termes d'améliorations évidentes et mesurables de l'environnement.

Les programmes en Afrique n'ont pas pleinement utilisé les médias ou autres techniques de communication dans leurs initiatives pour l'environnement.

Des approches systématiques de communication sont utilisées depuis un certain temps déjà dans le secteur de la santé (spécialement dans la prévention des maladies, l'éducation nutritionnelle et le planning familial), et se sont révélées efficaces dans le changement des comportements visés. Ces modèles sont caractérisés par une recherche formatrice intensive, la segmentation de l'auditoire, des programmes visant un certain auditoire et formulés en tenant compte du rapport "coûts/bénéfices", l'intégration d'une série de voies de communication (spécialement les médias), et enfin un suivi et un ajustement réguliers des stratégies du programme. Les auditoires sont généralement répartis en trois catégories: primaire (ceux dont les planificateurs du programme espèrent changer le comportement), secondaire (ceux qui exercent une influence directe sur les pensées ou les pratiques du groupe primaire), et tertiaire (ceux qui exercent une influence moins directe, telle que l'appui politique).

Il a été prouvé que les campagnes de communications réussies font suite à une bonne recherche appliquée. La recherche fait connaître les bénéfices et les barrières perçus par l'auditoire face aux nouveaux comportements proposés. Elle fournit aussi un moyen de déterminer une série d'indicateurs spécifiques, d'établir des niveaux de "réussite" et d'assurer un feed-back pour les parties intéressées, les responsables politiques et les

praticiens. Alors que la recherche est importante dans toutes les activités EE&C, elle est vitale pour les programmes visant le changement de comportement. Les analystes de la communication séparent d'habitude les données des évaluations en cours de développement et celles de l'évaluation finale selon les sexes, et selon d'autres caractéristiques, parce qu'ils savent que les hommes et les femmes sont différents quant à leurs attitudes, niveaux de connaissances, croyances, comportements et accès à l'information et aux ressources. Ces données peuvent servir à préparer des programmes qui sont sensibles aux différents rôles et perspectives des hommes et des femmes.

Les efforts EE&C peuvent profiter de l'expérience acquise dans les campagnes faites dans d'autres secteurs. En Gambie, par exemple, le Ministère de la santé et l'Association pour le planning familial (association non gouvernementale) ont acquis une solide expérience de campagnes de communication et des années de données sur ce qui fonctionne, pour qui, comment et pourquoi. Au fil des années, la Fondation pour la recherche sur la santé des femmes et le Bureau des femmes du gouvernement ont acquis des compétences en matière de recherche sociale. De plus, l'expertise existant au sein de l'Unité d'information publique dans l'utilisation des médias, a grandi. Cette unité qui sert des clients des secteurs tant public que privé, dirige Radio Gambia, une section mobile de presse et de publication et une unité audiovisuelle.

Les autres pays étudiés possèdent divers niveaux de capacités locales pour développer,

exécuter et évaluer des campagnes de communication environnementales. Ici encore, la principale capacité existante est celle du secteur de la santé. L'aptitude à conduire une bonne recherche en sciences sociales et d'utiliser les médias et les moyens de personne à personne varie aussi beaucoup entre ces

La recherche fait connaître les bénéfices et les barrières perçus l'auditoire face aux nouveaux comportements proposés.

pays. Il y a peu d'agences de publicité et les firmes d'études de marché ou d'enquêtes d'opinion publique sont rares. De plus, les capacités institutionnelles des radio locales et des ateliers de production de vidéos, de l'imprimerie en couleurs et des services de distribution sont généralement faibles, à quelques exceptions près. Cependant certaines possibilités existent. En Ouganda, par exemple, le Ministère de l'information et la firme privée Media Consultants Ltd. sont des sources clés pour l'appui des médias, alors qu'à Madagascar, une agence para-étatique s'occupe de relations publiques qui viennent appuyer les politiques du gouvernement.

De plus, à Madagascar, comme ailleurs, il existe des opportunités d'utilisation des média à plusieurs autres niveaux. Les salles de vidéo communautaires sont des lieux de rencontre très communs des habitants des quartiers, et des programmes sur l'environnement pourraient y être présentés avec les autres programmes de loisirs. Les stations d'émissions radios et autres média sont des moyens fertiles et peu coûteux pour toucher les gens. A Madagascar, l'Agence

d'information des États-Unis (USIA) a pris sous sa tutelle un programme de formation de journalistes; ce programme n'a pas encore de volet environnement mais il pourrait en avoir un dans les sessions futures.

L'infrastructure médiatique de la Namibie a fait des progrès significatifs depuis l'indépendance. Tout récemment, la radiodiffusion namibienne (NBC) a fait une enquête auprès des auditeurs, et plusieurs autres organisations ont l'intention de faire une enquête nationale qui sera concentrée non seulement sur la radio mais aussi sur les préférences et les habitudes concernant les journaux et les magazines.

La radio rurale de la Guinée est le média le plus approprié pour toucher les populations en dehors de la capitale Conakry. Son directeur est un expert reconnu en la matière. Les programmes ont traité des feux de brousse et autres sujets environnementaux. Le gouvernement suisse a fourni un premier financement pour la radio rurale et l'USAID/Conakry a appuyé le projet. Une utilisation plus systématique de la radio pourrait être un moyen efficace de communiquer des messages environnementaux à la grande population rurale du pays.

La pluralité des langues joue un rôle important, spécialement dans les diverses campagnes de communication à l'échelon national. Radio Ouganda, par exemple diffuse en 22 langues. La production de programmes en langues indigènes coûte plus cher, mais elle ouvre une voie plus directe pour toucher la population visée.

En bref, les campagnes de communication peuvent inspirer une façon de penser plus

informée sur les questions environnementales en général, mais peuvent aussi aider dans des crises de courte durée. Pour que ceci soit fait de façon systématique en Afrique, il est essentiel de recevoir le soutien nécessaire pour édifier les capacités de la recherche, de la planification et de la production, de faire que les avocats de l'environnement acceptent mieux le rôle des campagnes de communication dans la promotion de leurs objectifs.

Les médias populaires

Les programmes de communication utilisant les médias populaires sont plus développés pour les sujets relatifs à la santé que pour les messages sur l'environnement.

Les médias populaires, dramatiques ou de loisirs sont de plus en plus reconnus comme étant des moyens informels précieux et efficaces pour des interventions sur les questions sociales. Les formes spécifiques de médias et leur efficacité pour atteindre différents types d'auditoires et traiter de sujets divers varient beaucoup d'un pays à l'autre et d'une culture à l'autre. Les médias les plus communs en Afrique aujourd'hui sont le drame, les contes, la danse et la musique.

Ces médias peuvent aussi être utilisés pour faire la recherche formatrice à d'autres fins, parce que certaines questions délicates relatives aux attitudes et comportements sont difficiles à présenter dans des réunions de groupes ou des entretiens personnels. Un cadre théâtral ou dramatique peut aider à rendre le sujet moins personnel. Par exemple,

dans certaines cultures, les femmes refusent d'admettre l'existence de la violence domestique ou des mauvais traitements quand on les interroge au cours d'une recherche qualitative routinière. Mais les mêmes femmes ont préparé des pièces de théâtre sur la vie au village dans lesquelles les femmes maltraitées avaient le rôle principal.

Dans les cinq pays africains, les médias populaires ont une valeur certaine. Cependant, les programmes de communication utilisant les médias populaires sont plus développés pour les sujets sanitaires que pour les messages environnementaux. En Ouganda, par exemple, le drame a été efficacement utilisé dans la lutte contre le SIDA. Les ministères de la santé et de l'éducation ont agi à travers le projet de santé et d'éducation à l'école pour enseigner aux cercles d'art dramatique les questions relatives au SIDA. A leur tour, ces cercles écrivent et montent des pièces qui touchent à ces questions. La formation pour les questions environnementales n'est pas aussi développée mais plusieurs groupes, tels que World Vision, utilisent le drame et la musique dans leurs programmes environnementaux. Les célèbres *Bakayimbira Dramactors*, une compagnie dramatique autonome qui a joué devant le Président de l'Ouganda, ont indiqué qu'ils étaient intéressés à écrire et présenter des pièces sur l'environnement.

En Gambie, les groupes dramatiques ont aidé l'Unité de l'éducation sanitaire à faire passer des messages sur la santé. Les acteurs et les artistes ont à la fois la capacité et la volonté de transmettre des messages environnementaux, mais ils ont besoin de formation sur la façon de comprendre les sujets environnementaux, pour les traduire et les inclure dans leur travail.

Approches à la mobilisation des communautés et méthodes de participation

Ces méthodes ont pour objet de faire acquérir aux communautés les aptitudes nécessaires pour la prise des décisions, la résolution des problèmes et la gestion de leurs propres ressources naturelles.

Les approches qui font appel à la participation se trouvent de plus en plus dans la boîte à outils EE&C. Ces méthodes font acquérir aux communautés la capacité de prendre les décisions, de résoudre les problèmes et d'acquérir les aptitudes nécessaires à la gestion de leurs propres ressources naturelles. Une approche d'écosystème qui réunit les préoccupations écologiques et économiques peut aussi aider à enseigner les aptitudes à la communication, à l'organisation et à la planification des programmes. La mobilisation communautaire peut aussi introduire des approches démocratiques dans certaines communautés. La responsabilité est transférée à la communauté lorsque les membres sont encouragés à examiner, à suivre et à réglementer leurs propres actions. Un conseiller technique peut souvent aider à développer ces aptitudes et faciliter la participation.

Une des vérités du développement est que sans la participation des intéressés tout au début, les interventions ont moins de chances de réussir et de durer. Un agent venu de l'extérieur ne peut pas avoir la connaissance intime ou susciter la motivation au changement comme la communauté elle-même. Un changement de comportement peut se produire

en une courte période, parfois pendant la vie d'un projet, en particulier si des incitations sont offertes. Mais lorsque les incitations s'arrêtent et que le financement extérieur touche à sa fin, la motivation doit venir de la communauté elle-même. Il faut enclencher les processus sociaux qui incitent les communautés à ajuster leurs valeurs et leurs normes. Les approches à la mobilisation de la communauté font appel aux processus locaux de prises de décisions, mettent à jour des schémas de relations sociales et des valeurs qu'une personne étrangère aurait des difficultés à reconnaître et s'accompagnent souvent d'activités de développement communautaire. Les ONG locales et internationales travaillent souvent avec des comités de développement communautaires dans les limites d'un bassin versant ou d'un parc national ou encore d'une aire protégée. De tels exemples existent dans les cinq pays étudiés.

En Gambie, l'unité des sols et de l'eau du Ministère de l'agriculture organise ses activités de conservation multi-villages dans des districts délimités par les bords des bassins versants. Le projet de préservation des Chimpanzés travaille avec des villages situés à la périphérie du Parc national de la Gambie et Action Aid concentre ses activités dans la partie inférieure du fleuve. Tous ces groupes emploient des méthodes qui encouragent la participation communautaire et s'efforcent d'aider les communautés à se mobiliser pour leur propre développement.

En Namibie, le projet LIFE ("*Living in a Finite Environment—Vivre dans un environnement limité*") de l'USAID a adopté une approche communautaire innovatrice à la conservation des ressources naturelles, qui

repose fortement sur les méthodes de participation de la communauté. Ses travaux couvrent les terres de pâturages, les forêts, la faune et la gestion des ressources en eau. Pour commencer, une aide est offerte aux communautés pour créer des comités locaux de gestion. Ces comités aident ensuite leur communauté à acquérir les aptitudes nécessaires à s'auto-gérer, prendre des décisions et résoudre leurs problèmes, et à promouvoir les méthodes de gestion durable et de génération de revenu. Les organismes de contrepartie du secteur public (le Ministère de l'agriculture, des eaux et du développement rural et le Ministère du tourisme et de l'environnement) pensent aussi que leur propre personnel doit apprendre et utiliser ces méthodes de participation. Le projet LIFE aide à édifier ces capacités au sein de ces institutions.

Au cours de ces dernières années, l'Ouganda a étendu son réseau de parcs nationaux dont le nombre est passé de trois à dix. Aussi, le travail avec les communautés dans les zones tampon est devenu une part importante de la collaboration entre les ONG et les communautés. Par exemple, la Société pour la conservation de la faune travaille avec les communautés dans la zone tampon du parc national de la forêt de Kibale pour développer des opportunités de services écotouristiques que les habitants peuvent fournir. WWF travaille avec les communautés dans la zone tampon du parc national de la montagne Rwenzori pour mettre fin à la menace que posent l'agriculture, la chasse, le pâturage et la collecte du bois de feu à la base des ressources naturelles. Des comités communautaires de gestion des parcs coordonnent l'utilisation des fonds provenant des droits d'admission dans les parcs, dont une partie finance des

programmes dont l'initiative vient de la communauté. Le travail de la Fondation pour la faune en Afrique dans la zone tampon du Parc national du lac Mburo, de CARE dans le Parc national de Bwindi et de l'UICN à Kibake, à Semliki et au Mont Elgon ressemblent beaucoup au travail de WWF à Rwenzori en ce que les comités de gestion locaux s'occupent de la planification du programme et du partage des revenus.

A Madagascar, l'Association nationale pour la gestion des aires protégées (ANGAP)—un organisme para-étatique—coordonne les projets de conservation et de développement intégrés (PCDI) avec l'aide d'ONG internationales et autres organisations, ainsi que l'USAID/Antananarivo et d'autres bailleurs de fonds. Ces PCDI délimitent des aires protégées et développent des possibilités d'emploi alternatives pour les communautés qui n'ont plus accès aux parcs. Le dialogue avec ces communautés varie avec le degré de leur participation.

L'ANGAP a besoin d'être renforcée dans des domaines tels que la planification des programmes de base, la formulation de la recherche, et le développement des aptitudes à l'évaluation. Les méthodes utilisant la participation varient des anciennes approches de haut en bas et il faut du temps pour apprendre à les maîtriser. A l'heure actuelle, chaque PCDI tend à s'occuper de ses propres besoins en EE&C un peu dans le vide. Peu de ressources ou d'expériences acquises sont échangées entre eux. L'ANGAP pourrait faciliter la coordination et accroître ainsi l'efficacité de tous. Les cinq pays devraient bénéficier du même genre de renforcement. Les méthodologies de participation qui donnent aux communautés les outils et l'autonomie nécessaires sont trop nouvelles pour de nombreux praticiens de l'environnement. Les ONG, qui sont le principal véhicule de cette assistance ont besoin de formation dans des domaines importants tels que la recherche formatrice, la planification des programmes, les techniques d'évaluation, les procédures de partage des revenus, les moyens de mobiliser l'appui extérieur pour certaines initiatives, et la promotion de la prise des décisions, de la résolution des problèmes et de la résolution des conflits par la communauté.

Résumé des interventions EE&C informelles en Afrique

- ❖ **Les campagnes de communication peuvent aider à changer des comportements spécifiques d'auditoires cibles dans des sujets environnementaux, en particulier dans le court terme. Cependant, en Afrique, pour que ceci ait lieu de façon systématique, un appui à l'édification des capacités pour la recherche, la planification et la production est essentiel, ainsi que l'acceptation par les avocats de l'environnement des campagnes de communication comme étant le véhicule approprié pour promouvoir leurs objectifs.**
- ❖ **La capacité et la volonté de transmettre des messages environnementaux par le moyen des médias populaires et indigènes existent, mais les auteurs et acteurs dramatiques et**

autres artistes ont besoin d'une formation sur la façon d'incorporer les questions environnementales dans leur travail artistique.

- ❖ Les méthodologies de participation qui apportent aux communautés les outils et l'autonomie nécessaires sont nouvelles pour un grand nombre de praticiens de l'environnement. Les ONG et les leaders des communautés, hommes et femmes, ont besoin de formation sur l'ensemble des aptitudes nécessaires à faire que ces méthodologies puissent être appliquées.

“EE&C ne signifie pas seulement découvrir ou apprendre une nouvelle technique, mais aussi être capable de savoir si une certaine technologie convient à un environnement donné, comment l'adapter et comment expliquer à l'expert pourquoi un environnement particulier ne peut pas soutenir telle ou telle technologie ou technique.”

Paroles d'un évaluateur en Guinée

6. Les interventions EE&C et les différents rôles joués par les hommes et les femmes: bonnes intentions, peu de résultats

- ❖ *Une approche tenant compte des différents rôles et perspectives des hommes et des femmes*
- ❖ *Intégration des considérations de genre dans les interventions*
- ❖ *Résumé*

Une approche tenant compte des différents rôles et perspectives des hommes et des femmes

Dans les sections précédentes de cette publication, les rôles et perspectives des hommes et des femmes ont été prises en considération dans les discussions portant sur les interventions dans les cadres formel, non formel et informel en Afrique. Mais il convient d'explorer plus avant quelques points plus généraux sur la façon dont ces rôles et perspectives affectent les interventions EE&C, et comment ces approches peuvent, à leur tour, influencer la vie quotidienne des hommes et des femmes et la condition de l'environnement.

Bien que la contribution des femmes au développement durable et plus spécialement leur rôle dans l'environnement soit tout-à-fait reconnue, les femmes n'ont généralement pas un rôle de leader dans les programmes et politiques environnementales. L'utilisation par la communauté du développement d'une approche qui considère "les hommes et les femmes dans le développement" plutôt que "les femmes dans le développement" pourrait améliorer la situation. Plutôt que de lancer des programmes spécifiques pour "aider" les femmes, une approche tenant compte des différents rôles des hommes et des femmes

débutent par une perspective globale sur l'organisation sociale et la vie économique et politique. Elle ne se concentre pas sur les femmes en soi mais sur l'ensemble du système social et l'attribution de rôles et responsabilités spécifiques aux hommes et aux femmes dans le cadre de ce système. Une telle perspective aboutit non seulement à des programmes d'action affirmative, mais à un examen fondamental renouvelé des structures sociales.

On pose rarement la question de savoir où les femmes iront se procurer du bois de feu si on leur interdisait d'exploiter les ressources d'un parc; ou encore qu'advient-il de la santé de la famille et du revenu provenant de la vente de plantes médicinales lorsque les femmes ne peuvent plus récolter les produits non ligneux.

Tenir compte des différents rôles et perspectives joués par les hommes et les femmes n'est pas une approche qui peut toujours être aisément intégrée dans les stratégies et les programmes de développement (Rathberger, 1988). Peu de projets en Afrique et ailleurs ont utilisé ces considérations de façon pratique au delà de leurs bonnes intentions. Cependant, inclure les considérations sur les rôles et perspectives

masculins et féminins dans la préparation des composantes EE&C des programmes environnementaux augmentera leur efficacité et leur influence positive sur l'environnement.

Une approche tenant compte des différents rôles joués par les hommes et les femmes encourage les praticiens à poser des questions sur ce qui arrive à *tous* les membres de la communauté ou de la famille lorsqu'on introduit de nouvelles politiques ou de nouvelles technologies. A leur tour, les réponses à ces questions illustrent mieux l'effet global de ces programmes sur l'environnement. Par exemple, les programmes de conservation qui soulignent la participation des communautés peuvent engager des hommes dans la communauté comme gardiens ou comme guides pour réduire la mise en culture des aires protégées tout en répondant aux besoins économiques. Mais il faut tenir compte de tous les membres de la communauté et de toutes les formes d'occupation. Si les hommes sont engagés comme guides, qu'advient-il de la terre qu'ils cultivaient? (est-ce que les femmes cultivent deux parcelles, la leur et celle de leur mari?) Qu'advient-il du nouveau revenu de la famille? (est-ce que l'argent est utilisé pour le bénéfice du seul mari ou pour toute la famille?) On pose rarement la question de savoir où les femmes iront se procurer du bois de feu si on leur interdisait d'exploiter les ressources d'un parc, et combien de temps leur faudra-t-il en plus; ou encore qu'advient-il de la santé de la famille et du revenu provenant de la vente de plantes médicinales lorsque les femmes ne pourront plus récolter les produits non ligneux de la forêt; ou encore quel segment ou membre de la famille est négligé lorsque les femmes doivent chercher l'eau ou le bois à plus longue distance. A Madagascar, dans un certain

programme, un guide affirmait clairement que les femmes auraient enfoncé les barrières du parc s'il n'y avait pas eu de bosquets d'eucalyptus plantés en dehors du parc.

Intégration des considérations de genre dans les interventions formelles, non formelles et informelles

Les interventions dans le cadre formel de l'école doivent aussi tenir compte des différents rôles joués par les hommes et les femmes. A Madagascar, par exemple, le programme d'enseignement de l'environnement au niveau secondaire pourrait ne pas atteindre de nombreuses femmes ou jeunes filles qui ne fréquentent plus l'école après les classes primaires. Les programmes après la classe, tels que les clubs, sont généralement fermés aux jeunes filles qui doivent retourner chez elles pour aider leur mère. Aussi, les programmes formels ont une responsabilité particulière pour resserrer les liens entre l'école et la communauté de façon à permettre aux filles de recevoir une information importante, d'autant plus que dans de nombreuses familles et communautés, les femmes sont souvent les gérantes *de fait* des ressources naturelles.

Les éducateurs communautaires doivent tenir le plus grand compte du biais général contre les filles dans les systèmes scolaires, tel qu'il est décrit dans les rapports de recherche sur l'éducation. Ce biais se manifeste dans le nombre limité de femmes enseignantes, en particulier dans les zones rurales; dans l'approche inégale des enseignants, hommes et femmes, envers les filles (par exemple en les interrogeant moins en classe); et dans

l'absence d'images et de modèles féminins appropriés dans le matériel éducatif. En formant les maîtres d'école à l'enseignement de l'environnement, les spécialistes EE ont une occasion unique de changer le comportement général des enseignants et le style d'enseignement aux filles.

Porter l'attention au travail et aux besoins spéciaux des femmes dans les interventions à la fois formelles et informelles et tant au niveau politique qu'à celui de la planification, peut conduire à des programmes plus efficaces. Comme on l'a déjà mentionné, l'excellent programme d'alphabétisation de la Namibie, qui englobe des éléments de l'environnement, touche un pourcentage élevé de femmes. L'analyse de ce programme dans ce domaine pourrait aider d'autres programmes. La formation des agents de la vulgarisation devrait accorder une sensibilité spéciale aux considérations de genre. Et comme on l'a déjà vu, on a aussi grand besoin de programmes de recrutement d'agents de vulgarisation féminins. Dans les cadres non formels, les sites d'interprétation doivent inclure des éléments exposés qui décrivent les hommes et les femmes comme utilisateurs et gérants des ressources, dans le passé et dans le présent. Ironiquement, il existe une certaine tendance à ce que certaines stratégies environnementales ciblent plus les femmes simplement parce qu'elles semblent être un "auditoire facile." Dans certains pays, les experts techniques préfèrent les femmes pour participer aux programmes de reboisement parce qu'on peut mieux se fier à elles pour planter et entretenir les arbres. Cependant, on n'a jamais fait d'efforts sérieux pour trouver quel était l'effet de cette activité supplémentaire sur la famille. Plus important encore, en supposant tacitement que les

hommes *ne pouvaient pas* changer leur comportement environnemental, aucun effort n'a été fait pour les inclure dans une action communautaire ou une série d'interventions formelles, informelles ou non formelles.

En supposant tacitement que les hommes *ne pouvaient pas* changer leur comportement environnemental, aucun effort n'a été fait pour les inclure dans une action communautaire ou une série d'interventions formelles, informelles ou non formelles.

Une opinion qui prévaut à Madagascar est que comme le pays était à une certaine époque une monarchie matriarcale, il n'est nul besoin de prêter attention aux questions de genre. Les anthropologues et chercheurs sociaux malgaches contestent vigoureusement cette opinion. De telles conceptions erronées existent dans chacun des cinq pays et il faut les corriger. Et faire une recherche qualitative pendant la planification d'un projet et poser des questions sensibles aux rôles et perspectives masculins et féminins pendant le déroulement du programme aidera à éclairer certaines de ces questions. Mais à l'heure actuelle, le programme étudié n'a indiqué aucune intégration véritable des questions relatives aux rôles et perspectives des hommes et des femmes.

Résumé

- ❖ **Une approche tenant véritablement compte des différents rôles et perspectives joués par les hommes et les femmes doit voir le système social tout entier. Bien que ce ne soit pas facile à exécuter, une telle approche pourrait offrir des bénéfices tant à l'environnement qu'à la vie des populations.**
- ❖ **Malgré de bonnes intentions, peu de projets environnementaux ou de projets EE&C mettent en pratique de façon significative les considérations sur les rôles et perspectives masculins et féminins.**
- ❖ **Faire une recherche qualitative pendant la planification d'un projet et poser des questions sensibles aux rôles et perspectives masculins et féminins pendant le déroulement du programme aidera à mieux les intégrer dans le programme.**

“Les disparités entre les genres sont significatives, en particulier dans la prise des décisions, la possession des ressources, l'accès à l'information et l'impact de la dégradation des ressources naturelles.”

Paroles d'un spécialiste malgache des sciences
sociales

7. Conclusions et recommandations

Les programmes d'éducation et de communication ne résoudront pas les problèmes environnementaux de l'Afrique dans le vide. Ils doivent être intégrés avec des technologies et des pratiques environnementalement saines et des politiques appropriées, et doivent être appliqués dans l'ensemble du monde. Des programmes EE&C bien planifiés et intégrés possèdent tout le potentiel nécessaire à aider les populations à changer leur comportement de manière à maintenir des écosystèmes durables pour les générations africaines futures.

En résumé, l'évaluation des interventions EE&C dans les cinq pays étudiés, à savoir la Gambie, la Guinée, Madagascar, la Namibie et l'Ouganda a abouti aux conclusions et recommandations suivantes:

Un: l'étendue des interventions EE&C

Conclusion: à travers l'Afrique, toutes sortes de personnes et d'institutions prennent des initiatives EE&C très créatrices. Cependant, les cinq évaluations ont révélé une absence générale de compréhension sur l'étendue et la profondeur nécessaires pour que les interventions soient plus efficaces, ainsi qu'une faible coordination entre les différents acteurs.

Recommandations:

- ❖ Compte tenu de l'auditoire, des ressources et des buts poursuivis,

préparer des interventions EE&C dans des cadres non formels et informels et pas uniquement dans des cadres formels (scolaires).

- ❖ Fournir aux praticiens une formation approfondie pour la planification et les stratégies EE&C et offrir une sensibilisation plus générale sur le potentiel EE&C aux responsables politiques, aux planificateurs et aux directeurs de programmes.
- ❖ Renforcer les réseaux existants, et aider les nouveaux créneaux le cas échéant pour coordonner les efforts, partager les enseignements acquis et éviter les doubles emplois.

Deux: la profondeur des interventions EE&C

Conclusion: dans la plupart des cas, les interventions EE&C en Afrique n'ont qu'une phase d'exécution plutôt que de suivre une approche plus globale qui inclurait aussi la recherche appliquée, le pré-testage, et le suivi-évaluation.

Recommandations:

- ❖ Améliorer les interventions EE&C en y introduisant les éléments de recherche de formation, de pré-testage, et de suivi et d'évaluation pour soutenir les efforts d'exécution.
- ❖ Edifier des capacités *nationales* dans tous ces domaines cruciaux en

finançant l'appui et la pratique surveillée.

Trois: la politique

Conclusion: chacun des cinq pays étudiés a formulé un Plan national d'action environnementale qui accorde un rôle à l'éducation et à la communication environnementales. Sans nier leur importance, ces politiques sur le papier ne suffisent pas pour que les stratégies EE&C aient un impact significatif ou durable sur la vie de millions d'africains.

Recommandations:

- ❖ Traduire la politique en volonté nationale. Faire que EE&C devienne une priorité dans les programmes environnementaux, par exemple en faisant participer les niveaux supérieurs du gouvernement à la préparation des stratégies EE&C, en fournissant un financement suffisant et en renforçant les capacités.
- ❖ Développer une vision commune par le moyen de réunions publiques, de programmes sur les médias et de matériels imprimés pour engager les populations dans un débat qui lie tous les cadres de l'EE&C aux priorités nationales du développement.

Quatre: la préparation et la dissémination du matériel

Conclusion: les matériels EE&C ne trouvent pas toujours leur voie vers les auditoires recherchés, et ils ne visent pas toujours les messages ou les conditions locales. C'est surtout le cas dans les écoles, mais cela s'étend aux autres cadres et auditoires EE&C.

Recommandations:

- ❖ Assurer que le matériel EE&C soit disponible par le moyen de centres de ressources, de systèmes de location ou d'échanges de livres, de financements supplémentaires pour l'acquisition de matériels, d'équipement de publication sur micro-ordinateur, etc.
- ❖ Développer du matériel audio-visuel sur les problèmes *locaux* et les solutions *locales*.
- ❖ Encourager une adoption plus étendue des médias électroniques pour diffuser l'information de façon moins onéreuse.

Cinq: les liens entre l'école et la communauté

Conclusion: les activités hors programme scolaire, telles que les clubs et les concours existent dans chacun des cinq pays. Mais ce sont les leaders qui font d'habitude toute la différence entre un club qui existe sur le papier et un club qui s'adonne à des activités ayant une réelle valeur.

Recommandations:

- ❖ Encourager les activités hors programme et en classe en développant le leadership et en encourageant la coopération du secteur privé.
- ❖ Former les maîtres, les jeunes et les administrateurs à trouver des voies pour consolider les liens entre l'école et la maison et l'école et la communauté par des actions environnementales et autres projets communautaires. Ceci confèrera aussi aux parents une meilleure perception de la pertinence de la scolarité de leurs enfants.
- ❖ Développer les activités hors programme avec des emplois du temps et autres mesures permettant aux filles de participer et, ce qui importe plus encore, de *continuer* à participer.

Six: les jeunes non scolarisés

Conclusion: les jeunes africains non scolarisés constituent une population croissante et moins desservie et de ce fait un auditoire clé pour les programmes EE&C futurs. Un grand pourcentage de ces jeunes sont des femmes.

Recommandations:

- ❖ Introduire des sujets environnementaux dans l'éducation continue présente et future des adultes et spécialement des jeunes non scolarisés, y compris les programmes qui peuvent suivis régulièrement par les femmes et les jeunes filles.

- ❖ Employer les jeunes non scolarisés, sans emploi ou sous-employés dans les "corps de la conservation" qui profiteront à l'environnement, augmenteront les connaissances des jeunes sur les questions environnementales et canaliseront leur énergie dans des voies productives.

Sept: la vulgarisation

Conclusion: les services de vulgarisation existent partout en Afrique qu'il s'agisse de services publics ou privés. Leurs missions et méthodes de fonctionnement ont beaucoup changé pendant ces quelques dernières années, mais on n'a pas assez fait pour former les agents de vulgarisation à la préparation et à la diffusion des messages EE&C.

Recommandations:

- ❖ Améliorer les systèmes de vulgarisation par la formation avant-service et en cours de service des agents du terrain, en leur faisant acquérir les aptitudes à la communication et au développement communautaire.
- ❖ Etablir une meilleure coordination entre les agences de vulgarisation au niveau central, régional et sur le terrain.
- ❖ Fournir des financements pour des modèles qui permettent une participation plus entière des femmes comme agents de vulgarisation et en tant qu'utilisatrices des ressources.

Huit: interprétation dans les sites

Conclusion: les centres d'interprétation environnementale dans les sites ont un mandat pertinent mais différent de celui des autres interventions EE&C en Afrique, et un potentiel considérable de s'adresser à des visiteurs locaux, nationaux et internationaux et leur transmettre d'importants messages sur l'environnement.

Recommandations:

- ❖ Renforcer les capacités des centres d'interprétation environnementale dans les sites pour qu'ils puissent s'occuper plus efficacement des résidents locaux, des groupes scolaires et des visiteurs étrangers.
- ❖ Former les enseignants et les vulgarisateurs pour qu'ils utilisent les sites facilement accessibles pour explorer les questions environnementales - tel que le marché local pour apprendre la gestion des déchets solides.

Neuf: les interventions EE&C informelles

Conclusion: les éducateurs et communicateurs environnementaux ne font que peu de choses dans les cadres informels spécialement dans les campagnes de communication ou par le moyen des médias populaires ou indigènes. Dans les cinq pays étudiés, la mobilisation des communautés et les méthodologies à participation deviennent de plus en plus communes, bien qu'à des degrés divers.

Recommandations:

- ❖ Tirer les leçons de l'expérience acquise dans la santé et les autres secteurs en adaptant des interventions systématiques pour changer des comportements spécifiques bien déterminés.
- ❖ Former les auteurs et acteurs dramatiques, les écrivains locaux, les historiens de la tradition orale et autres artistes en leur enseignant les notions de l'environnement.
- ❖ Renforcer les aptitudes des ONG locales dans la planification et l'évaluation des programmes EE&C, les techniques de partage des revenus, la façon de diriger des débats et la résolution des conflits.

Dix: les considérations de genre

Conclusion: malgré de bonnes intentions, peu de projets EE&C ou environnementaux tiennent réellement compte dans la pratique, des différences entre les sexes.

Recommandations:

- ❖ Faire de la recherche qualitative pendant la planification du projet. Poser des questions se rapportant spécifiquement aux sexes pendant le déroulement du programme— *et bien écouter les réponses*—pour intégrer les questions relatives aux différences entre les sexes dans les programmes et projets EE&C.

- ❖ Examiner les projets existants en gardant à l'esprit les différences entre les sexes. Ajuster les programmes, revoir les priorités et former le personnel en cas de besoin.

“Cette tâche n’est pas facile; elle nécessite une perspective de longue haleine.”

Paroles d’un représentant d’ONG ougandais

Annexe A: Directives pour évaluer une intervention d'EE&C

Les directeurs de programmes ont souvent besoin d'évaluer les composantes d'éducation et de communication environnementale (EE&C) de leurs programmes environnementaux. Une évaluation complète des interventions EE&C va au delà de la simple reconnaissance du développement d'un produit ou de l'existence d'un programme. Le contenu, la qualité, l'étendue et la profondeur, entre autres facteurs, permettent de déterminer si les interventions ont atteint leur but.

L'annexe A se propose de fournir aux directeurs de programmes des directives simples pour les aider à examiner, inventorier et évaluer leurs programmes. Elle comprend une série de questions à poser sur des activités spécifiques. Les réponses à ces questions peuvent informer les directeurs sur les points forts et les points faibles de leurs interventions EE&C. Les réponses peuvent aussi aider les directeurs à identifier les vides qui doivent être comblés ainsi que les réussites sur lesquelles on peut bâtir de nouveaux programmes d'éducation et de communication pour réaliser des objectifs environnementaux spécifiques.

Deux types d'interventions exécutées dans des cadres formels viennent illustrer cette approche: les **programmes d'études à l'école** et la **formation des enseignants avant service**. Évaluer les activités EE&C consiste essentiellement à examiner les phases de planification, d'exécution et de suivi et d'évaluation de tout programme ou projet. Ainsi donc, chaque catégorie comprend des questions sur les procédures de planification et de recherche utilisées pour développer les programmes, les mécanismes par lesquels les programmes sont exécutés et les procédures par lesquelles ils sont suivis, évalués et révisés. On peut formuler des questions semblables pour d'autres types d'interventions, dans des cadres non formels et informels.

Les questions comme celles-ci illustrent non seulement les nombreux aspects des interventions EE&C, mais aussi la façon dont on peut les disséquer pour les analyser. Il peut arriver que ces questions n'aient pas de réponse. Dans d'autres circonstances, d'autres questions seront plus pertinentes. Mais comme les programmes EE&C ont des moyens limités, le résultat final est que l'examen critique des interventions EE&C aboutiront à une meilleure utilisation des ressources financières et humaines.

Le présent document est un document de travail. Le personnel du projet GreenCOM sera heureux d'accueillir tout le feedback de façon que la prochaine version puisse refléter des perspectives nouvelles venant du terrain.

Programmes d'études à l'école

Questions générales:

Est-ce que le pays a un programme national d'éducation environnementale obligatoire sous les auspices du Ministère de l'éducation ou toute autre entité gouvernementale?

Est-ce que les programmes d'études pilotes ou de démonstration ont été préparés pour être utilisés dans une aire limitée?

Pour chaque programme d'études:

A. Planification et recherche

1. Quelle est l'étendue et la profondeur du contenu du programme d'enseignement? Quels sujets environnementaux couvre-t-il? A-t-il été adapté aux contextes, problèmes et sujets environnementaux nationaux et/ou locaux? En quelles langues a-t-il été écrit? Est-il coordonné avec les politiques environnementales nationales?
2. S'agit-il d'un "bloc" séparé? ou est-il incorporé dans d'autres sujets du programme d'enseignement? Si oui, quels sont ces sujets (mathématiques, sciences, études sociales, santé)? Est-il facultatif ou obligatoire?
3. Comment le programme a-t-il été préparé? A-t-on utilisé une procédure avec participation? Qui a participé (directeurs d'écoles, maîtres, élèves, parents, éducateurs de l'environnement?) A-t-on fait une recherche? Sous quelle forme (qualitative ou quantitative, enquêtes d'attitudes, croyances et pratiques) et avec qui (enseignants, élèves, spécialistes de l'environnement, autres)?
4. Le programme a-t-il été pré-testé? Si oui, comment et par qui? Le programme a-t-il été révisé sur la base de ces résultats?
5. Quel est ou quels sont les niveaux scolaires de l'auditoire? Quel est le pourcentage de la population en âge scolaire, filles et garçons, qui fréquente l'école jusqu'à cet âge? Le programme d'études est-il conçu pour être appliqué sur le plan national ou régional?
6. Quelles agences ou institutions (gouvernementales et non gouvernementales, locales et internationales) soutiennent ou existent pour soutenir la préparation du programme d'enseignement? Quelle est l'étendue de ce soutien?

7. Quels matériels ont-ils été préparés pour le programme d'enseignement? Pour qui (directeurs d'écoles, enseignants, élèves, parents, la communauté)? Sous quelle forme (plan des cours, guide de l'enseignant, livres d'école, livres d'activités pour les élèves, livres de référence, vidéos ou autre matériel audio-visuel)?

B. Exécution

1. Depuis combien de temps le programme a-t-il été appliqué?
2. Dans quelle mesure le programme d'enseignement a-t-il effectivement été distribué (par niveau scolaire, région, sexes, zones urbaines ou rurales, écoles publiques ou privées)?
3. Le matériel est-il à la disposition de ceux qui sont censés l'utiliser?
4. Comment les maîtres et les écoles adaptent-ils le programme d'enseignement à leurs communautés ou régions particulières, ou à leurs besoins environnementaux immédiats?
5. Dans quelles matières les composantes ou sujets environnementaux sont-ils effectivement enseignés (par exemple, sciences, agriculture, arts du langage)?
6. Les élèves reçoivent-ils des notes ou doivent-ils passer des examens?
7. Est-ce que les enseignants ont accès à des centres de ressources ou autres systèmes d'appui? Si oui, qui dirige ces centres? Quand sont-ils ouverts? Où se trouvent-ils? Quels enseignants y accèdent?
8. Quelles agences ou institutions (gouvernementales et non gouvernementales, locales et internationales) appuient l'application du programme d'enseignement et la production de matériel auxiliaire?
9. Les programmes d'enseignement formels sont-ils liés les uns aux autres? aux autres activités EE&C dans la communauté?
10. Le programme d'enseignement répond-il aux différents besoins éducatifs des garçons et des filles?

C. Suivi et évaluation

1. L'application du programme fait-elle l'objet d'un suivi? Si oui qu'est-ce qui est suivi et à quelle fréquence?

❖ *Populations et environnement*

2. Une évaluation a-t-elle été faite pour déterminer l'influence du programme d'enseignement? Si oui, sous quelle forme (qualitative ou quantitative) l'a-t-on évalué (connaissances, attitudes, croyances, pratiques, impact sur l'environnement)? Avec qui (élèves, maîtres, parents, la communauté)?
3. Qui reçoit et revoit le résultats du suivi et de l'évaluation? Existe-t-il des preuves selon lesquelles le programme d'enseignement et/ou son exécution ont été ou seront révisés compte tenu des résultats du suivi et de l'évaluation?

Programme de formation avant service

Questions générales:

Les programmes ou activités de formation avant service sont-ils fournis à tous les enseignants dans le cadre du système scolaire formel? Si oui, cette formation couvre-t-elle les sujets environnementaux ou la composante environnementale du programme d'enseignement?

Les maîtres qui exécutent un programme d'enseignement environnemental pilote ou de démonstration reçoivent-ils une formation spéciale ou plus approfondie?

Pour chaque programme de formation avant service:

A. Planification et recherche

1. Quelles sont l'étendue et la profondeur de la formation? Quelle est sa durée? Couvre-t-elle toute la gamme des sujets environnementaux nécessaires?
2. Comment la formation a-t-elle été préparée? A-t-on utilisé des procédures à participation? Si oui, qui a participé? A-t-on fait de la recherche pour planifier la formation? Si oui, avec qui (directeurs d'écoles, professeurs, maîtres, spécialistes de l'environnement) et sous quelle forme (qualitative ou quantitative).
3. Le programme a-t-il été pré-testé? Si oui, sous quelle forme et par qui? La formation a-t-elle été révisée en tenant compte de ces résultats?
4. Comment la formation est-elle liée au programme d'études que le maître enseignera?
5. Où et quand la formation est-elle dispensée? Est-ce tous les enseignants en pré-service (enseignants et enseignantes) peuvent accéder de façon égale à cette formation? Même question pour les enseignants urbains et ruraux, et pour les enseignants des écoles publiques et privées.

6. La formation guide-t-elle les enseignants à préparer des leçons qui répondent aux besoins différents des garçons et des filles dans leurs études?

B. Exécution

1. Quelles agences et institutions offrent et/ou appuient la formation avant service?
2. Qui dirige la formation avant service des enseignants? quelles sont leurs connaissances générales et leur formation en matière d'éducation? D'environnement? Le programme d'enseignement est-il suivi?
3. La formation avant service est-elle facultative ou obligatoire? Si elle est obligatoire, pour qui?
4. Quelles formes d'incitations et ou d'appui sont offertes aux enseignants pour garantir leur participation aux activités de formation avant service?
5. Combien d'enseignants ont reçu une formation avant service complète? Quelle proportion cela représente-t-il sur l'ensemble de ceux qui enseignent le programme?
6. Qui reçoit la formation avant service (répartition par sexes, région, zones urbaines ou rurales, niveau scolaire)?
7. Cette formation est-elle dispensée à des personnes autres que les enseignants?
8. Quels types d'appui existent sur le terrain et après la formation pour aider les enseignant(e)s à appliquer ce qu'ils/elles ont appris?

C. Suivi et évaluation

1. La formation avant service est-elle suivie? Si oui, que suit-on? (nombre de sessions de formation, nombre et caractéristiques des enseignants formés) et quelle est la fréquence du suivi?
2. Une évaluation a-t-elle été faite pour déterminer l'impact de la formation avant service? Si oui quel est le type de données recueilli (qualitatives ou quantitatives)? Quand fait-on cette évaluation (immédiatement après la formation, plus tardivement)? Qu'évalue-t-on (connaissances, attitudes, croyances, aptitudes)? Qui évalue-t-on?
3. Qui reçoit et revoit les résultats du suivi et de l'évaluation? A-t-on des preuves selon lesquelles la formation avant service a été ou sera révisée en tenant compte des résultats du suivi et de l'évaluation?

Annexe B: Références et bibliographie

(Toutes les références et publications ci-dessous sont en anglais)

- Allen, I. *Organisations et ressources pour l'éducation environnementale en Gambie*. Washington, DC: Académie pour le développement éducationnel (AED), 1994.
- Allen, I. "Projet GreenCOM: Project: Enseignements tirés des études de l'éducation et la communication environnementale dans cinq pays." Présentation, Forum d'ONG de femmes. Dakar, Senegal: 1994.
- Braus, J. et D. Wood, *Une éducation environnementale qui fonctionne*. Troy, OH: Association nord américaine pour l'éducation environnementale, 1994.
- Disinger, J. et M. Monroe. *Définir l'éducation environnementale*. Ann Arbor: Université du Michigan, 1994.
- Falloux, F., L. Talbot, et J. Larson. *Progrès et étapes suivantes dans les plans nationaux d'action environnementale en Afrique*. Banque mondiale, Washington, DC, 1991.
- Field, R.T. *Education et communications environnementales en Ouganda: organisations et ressources*. Washington, DC: AED, 1994.
- Grieser, R. *Education et communication environnementale (EE&C), évaluation pour Madagascar*. Washington, DC: AED, 1994.
- Ham, S. *Interprétation environnementale: un guide pratique pour les gens ayant de grandes idées et un petit budget*. Golden, CO: Presses nord américaines, 1992.
- Heimlich, J. "Education environnementale non formelle: une définition de travail." Columbus, OH: Centre de documentation ERIC pour la science, les mathématiques, et l'éducation environnementale, non daté.
- Maubrey, R. *Education et communication environnementale, inventaire en Guinée*. Washington, DC, AED, 1994.
- Monroe, M. *Education et communication environnementale, inventaire de la Namibie*. Washington, DC, AED, 1994.

❖ *Populations et environnement*

Picard, M. *Guide pour la dimension de la condition féminine dans la gestion de l'environnement et des ressources naturelles, basé sur une revue d'échantillons de projets d'appui à la gestion des ressources naturelles en Afrique.* Washington, DC: USAID/AFWID, 1994.

Rathgeber, E. "WID, WAD, GAD: Tendances dans la recherche et la pratique". Document présenté à l'Institut canadien de recherche pour l'avancement de la femme. Québec Ville: 1988

Staal, S.N. *Les femmes et leur rôle dans le secteur de l'agriculture et des ressources naturelles en Gambie.* Washington, DC: GENESYS Etude spéciale N°1, 1991.

Tyson, B. "Questions régionales dans l'éducation environnementale," *Journal de l'éducation environnementale de l'Afrique australe*, 1994.

Unesco. *L'éducation environnementale à la lumière de la Conférence de Tblisi.* Paris: Unesco, 1980.

(Les références des documents primaires provenant des cinq pays étudiés sont citées dans les évaluations individuelles.)